l'unité

M 2805 - N° 449 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 24 au 31 décembre 1981

Le beau mot de liberté

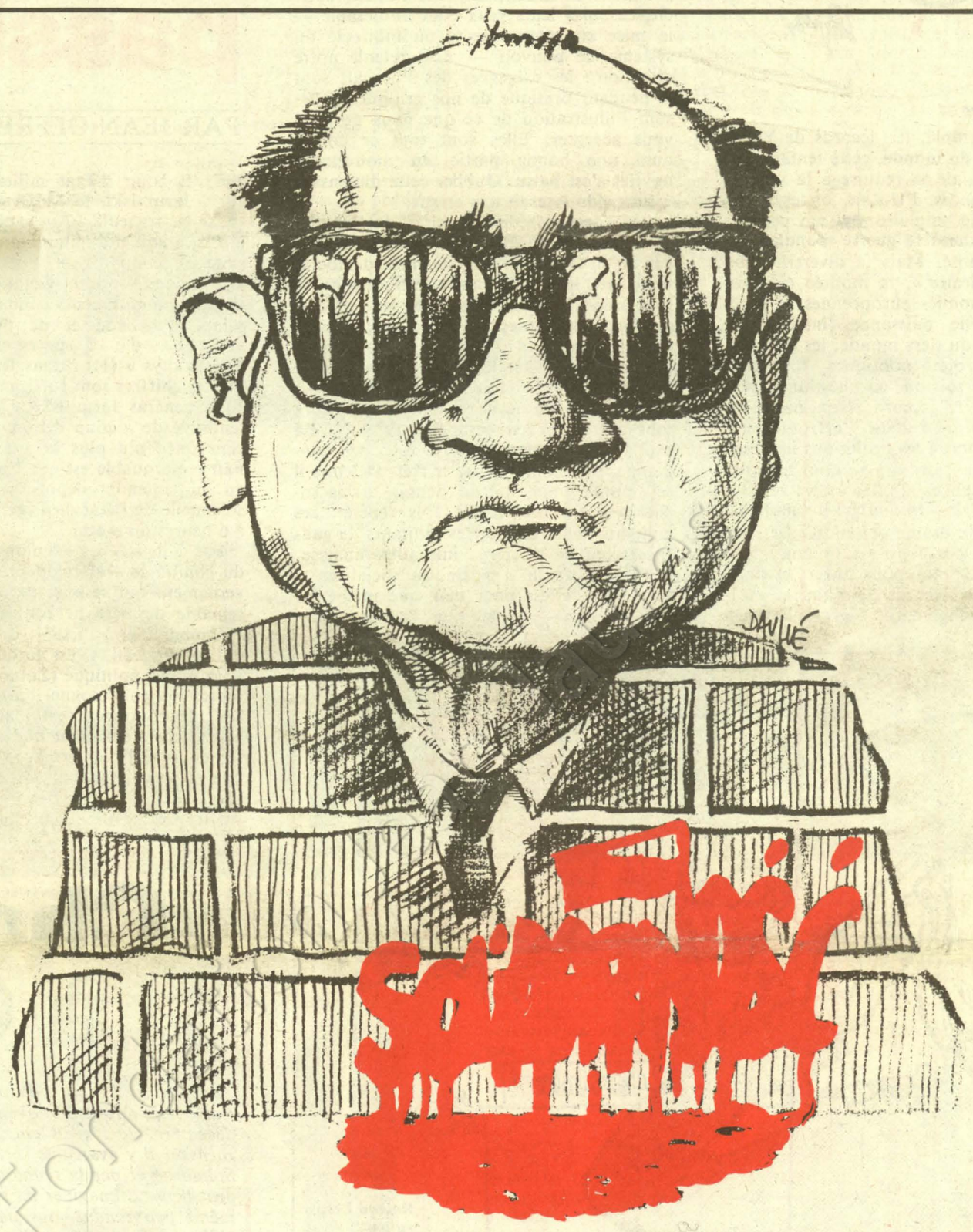
PAR CLAUDE ESTIER

LES derniers jours d'une année sont traditionnellement ceux du bilan. Celui de 1981 est abondant, divers, contradictoire, fait à la fois d'heures exaltantes et d'autres infiniment plus sombres.

Comment ne pas penser d'abord à la Pologne et à son peuple qui s'impose à notre esprit depuis des mois et des mois et de façon singulièrement angoissante depuis cette nuit du 12 au 13 décembre où une junte militaire s'est emparée de tous les pouvoirs en supprimant les libertés. Il n'est pas étonnant que les auditeurs d'une station de radio, invités à désigner l'homme de l'année, aient choisi massivement Lech Walesa. Au-delà de lui-même, cet homme est aujourd'hui un symbole et le fait que les autorités de Varsovie l'aient fait placer en détention, faute d'avoir obtenu sa soumission, en est un autre. Nous ignorons aujourd'hui comment tournera le drame polonais mais nous savons que c'est tout un peuple qui refuse de plier devant la force, que ce sont des millions d'hommes et de femmes, déjà épuisés par le froid et la faim, qui sont entrés dans une résistance, active pour quelques-uns, passive pour le plus grand nombre. Ce n'est pas jeter de l'huile sur le feu ni se montrer « partisan de l'aventure » que de crier que nous sommes solidaires de cette résistance. Ne s'agirait-il que de belles paroles ? Faute de déclarer la guerre à l'Union soviétique — ce que certains n'hésitent pas à prôner les pieds bien au chaud dans leurs pantoufles — il est vrai que notre solidarité avec les Polonais est avant tout morale. Mais elle est essentielle et elle serait plus forte encore si certains, une fois encore en retard sur l'Histoire, n'avaient pas préféré s'en écarter.

Il est important que ce soit en France que la réprobation de ce qui se passe en Pologne soit la plus marquée. De la part de l'opinion comme de celle du gouvernement qui n'a pas cru devoir s'abriter derrière les précautions hypocrites auxquelles ont eu recours la majorité des dirigeants occidentaux. Il est important aussi que la présence de ministres communistes dans ce gouvernement français ne l'ait nullement empêché de dire ce qu'il avait à dire et de parler ainsi plus clair que les autres.

Nous sommes, là aussi, dans la logique du changement qui s'est produit le 10 mai et qui donne une force nouvelle à la voix de la France. S'il apparaît qu'en dépit des attaques incessantes de la droite et d'une grande partie de la presse, les Français continuent après sept mois à faire largement confiance au président de la République et au gouvernement, c'est parce qu'ils sont sensibles au fait que sont tenus les engagements pris et que la ligne de conduite, à l'intérieur comme à l'extérieur, reste celle de la volonté, de la sérénité, en un mot de cette force tranquille dans laquelle la majorité des citoyens s'étaient reconnus en élisant François Mitterrand. Celui-ci vient de répéter que son ambition est de rassembler les Français non pas dans un faux unanimisme mais autour de quelques idées-forces dont l'une prime sans doute toutes les autres et s'appelle liberté. C'est le mot qui s'impose comme porteur de nos vœux pour 1982, pour la France et pour le monde. ●



Le devoir d'ingérence

Pourquoi accepter plus longtemps que deux puissances, et elles seules, règlent selon leurs intérêts la marche du monde ? Pourquoi ne pas remettre en cause Yalta, cette déchirure du monde ?

PAR GUY PERRIMOND

POUR ses soixante-quinze ans, Leonid Brejnev a eu, mêlé au décorum, aux médailles et aux discours, un « beau cadeau » : l'armée polonaise en prenant le pouvoir, en interdisant Solidarité et en emprisonnant ses militants, en quadrillant le pays et en l'isolant du reste du monde — U.r.s.s. exceptée — n'a-t-elle pas participé, à sa manière, à « consolider le système socialiste mondial » ? Or, chacun le sait — ou devrait le savoir — cette « consolidation » est un des pôles d'intérêt de Brejnev. Avec — et les communistes européens apprécieront — « la cohésion de tout le mouvement communiste et ouvrier international ».

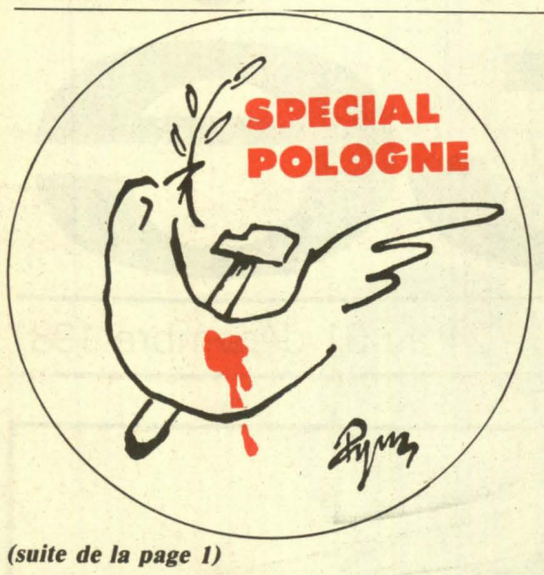
Etant entendu que seuls les « communistes » peuvent employer le mot ouvrier, et que les neuf millions de salariés polonais membres de Solidarité ne peuvent, sous aucun prétexte, constituer le « mouvement ouvrier » polonais. Ne se sont-ils pas élevés contre la politique pratiquée dans leur pays depuis plus de trente-cinq ans par le Poup, qui n'est qu'un des détachements du « mouvement communiste et ouvrier international » ?

Il est inutile de biaiser : le coup d'Etat du général Jaruzelski a peut-être évité, ou retardé, une intervention militaire soviétique. Mais il a eu lieu parce que Moscou ne supportait plus que ce que l'on appelle au Kremlin « le système socialiste mondial » soit mis en cause. Dans ses résultats et dans son principe. Ne pas percevoir cette dimension internationale, limiter le drame polonais aux seuls acteurs actuellement connus — l'armée polonaise, Solidarité, l'Eglise polonaise — c'est réduire l'événement à ses apparences, c'est s'empêcher de comprendre tous les enjeux du drame, c'est s'interdire toute vision de l'avenir. Ou tout au moins d'un avenir dépendant, en partie, de notre volonté, de notre projet. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a résumé tout cela dans une formule toute simple : « Il faut faire comprendre à l'Union soviétique que nous la tenons pour responsable de ce qui se passe en Pologne. » C'est surtout ne pas prendre la mesure des enjeux idéologiques.

Un exemple : la non-ingérence. Depuis fort longtemps les diplomates connaissaient la non-intervention. Les Etats, dans leurs rapports avec leurs voisins, ont besoin de règles du jeux. La non-intervention — pas toujours respectée — du plus fort sur le plus faible était une nécessité. Puis est apparue la non-ingérence. Les Soviétiques avaient au début de leur querelle avec la Chine mis en avant ce « concept » pour les rapports entre partis. Puis, à une époque où les partis socialistes européens voulaient assurer la détente, ils ont accepté, sans toujours percevoir l'importance pour Moscou de cette non-ingérence, de voir figurer ce « concept » dans les communiqués communs. A Helsinki un compromis fut élaboré : la « non-ingérence » avait un corollaire : une marge théorique de liberté pour les individus.

Or, dire le droit, porter témoignage, dénoncer tous azimuts les atteintes aux droits des peuples et des personnes est pour un parti, une organisation, un individu, un devoir. Les chancelleries ont peut-être besoin d'un langage retenu, quelques tons en dessous : en période de crise les relations entre Etats impliquent une certaine prudence. Mais au-delà des cercles directs des pouvoirs d'Etat, de ceux qui peuvent négocier, la responsabilité ne peut pas se situer dans le silence. L'ingérence — c'est-à-dire le jugement dit haut et clair — est un devoir.

(suite en page 2)



(suite de la page 1)

Un autre exemple, les accords de Yalta, cette déchirure du monde, cette tentative de figer l'Histoire, de la réduire à la volonté de deux puissances, l'U.r.s.s. et les Etats-Unis. Le monde bipolaire rêvé par certains à la fin de la dernière guerre mondiale est encore une réalité. Mais la diversification du « club nucléaire », la montée en puissance des économies européennes et japonaise, la nouvelle puissance financière de quelques Etats du tiers monde, les différenciations des projets politiques, tout concourt pour que soit mis en question la permanence d'un tel accord. Non pas pour précipiter le monde dans l'affrontement, mais pour permettre les évolutions nécessaires. Pourquoi le taire ? Pourquoi accepter que deux puissances et elles seules règlent, selon leurs intérêts, la marche du monde ?

Est-on loin du drame polonais ? Les rapports imposés par l'U.r.s.s. à son glacis européen ont besoin, pour durer, et de la permanence des accords de Yalta et de la notion de non-ingérence. Figeant l'ensemble du bloc ils l'aident à « tenir » tout en le fossilisant. Mais à Varsovie, Prague, Budapest « on » sait que le véritable pouvoir se trouve à Moscou : cela a été dit et signé à Yalta — ou Potsdam — et que la non-ingérence — c'est-à-dire le non-jugement, le silence — aide l'Union soviétique à maintenir sa suprématie.

Or, les rapports du mouvement ouvrier — et n'en déplaise à Brejnev, il ne se limite pas aux partis communistes — avec l'Union soviétique sont complexes. Quittant les rapports entre Etats — mais à l'Est la différence entre le parti et l'Etat est nulle — leur caractère idéologique est évident. Si l'U.r.s.s. a pu, longtemps, servir de modèle, si Moscou veut aujourd'hui éviter toute évolution jugée dangereuse c'est que ce « combat idéologique » n'a jamais été oublié. D'un côté tout au moins. Elaborer, pratiquer un socialisme qui permette, du côté des évidences, la maîtrise de l'économie, la justice sociale, mais surtout qui fasse émerger des solutions au couple pouvoir-démocratie passe qu'on le veuille ou non par une critique du « socialisme existant ». Non pas pour déclencher je ne sais quelle croisade antisoviétique ou anticommuniste, mais pour rendre au socialisme sa force d'attraction. Nous vivons une époque où bien des mots ont vu leur sens dénaturé : il suffit de lire les discours des officiels — ou des officiers — polonais pour le comprendre. Rendre leur vérité à quelques-uns des mots dont l'espoir a besoin est une nécessité. Et en ce domaine les Polonais nous ont aidés : sur les mots syndicat, ou démocratie, ou parti, ou tout simplement socialisme.

C'est ce que l'U.r.s.s. ne pouvait accepter. Personne ne doute que l'Union soviétique ait joué un rôle dans le coup d'Etat polonais. Tout d'abord en exigeant une normalisation, une mise au pas de la classe ouvrière. Les « lettres » de Moscou demandant au gouvernement polonais de prendre des mesures à l'égard de la « contre-révolution » sont connues. Les visites, celle du maréchal Koulikov, chef d'état-major des forces du pacte de Varsovie, ou du chef du K.g.b., Youri Andropov, sont à cet égard révélatrices. Sans parler du soutien logistique, en particulier dans le domaine des communications, souligné par tous les experts. C'est pour « consolider le système socialiste » que les Soviétiques ont souhaité, exigé que soit mis un terme à une évolution devenue, pour eux, incontrôlable. Or, ce qui à leurs yeux était intolérable — la mise en cause directe ou indirecte du système de pouvoir — doit retenir notre attention : les exigences des Polonais sont le pendant pratique de nos critiques. Elles sont l'illustration de ce que nous ne pouvons accepter. Elles sont tout ce contre quoi une bonne partie du mouvement ouvrier s'est battu. Oublier cette dimension « fratricide » serait une erreur.

Lors des précédentes crises de l'empire soviétique l'état du monde ne permettait pas qu'en Occident le mouvement démocratique joue le rôle de caisse de résonance. Si l'on prend la France de 1968, les rapports de force politiques ou syndicaux étaient totalement différents de ceux d'aujourd'hui. Dès lors la « critique » de l'intervention soviétique ne pouvait dépasser l'indignation ou la réprobation. Il en va tout autrement en cette fin 1981... Cela explique les hésitations du P.c.f. : s'il condamne il est emporté par le flot. Dès lors il est inutile pour lui de penser « s'accrocher » à un texte mille fois répété : ses militants mêlés aux autres militants de gauche feront de l'U.r.s.s. une autre analyse. Le mythe de la « patrie du socialisme » aura vécu. C'est pour cela que même les plus ouverts — ou les plus lucides — des dirigeants communistes restent en deçà de leurs sentiments ou de leurs analyses. S'ils prennent fait et cause pour Solidarité c'est un certain « socialisme » qu'ils condamnent. Et visiblement ils ont trop de « retard » pour le faire. Il n'est pas sans intérêt de noter que leur réaction est du même type que celle des dirigeants soviétiques. Ce n'est pas par plaisir qu'ils ont condamné l'évolution polonaise. Mais il était hors de question pour eux de laisser « échapper » ce pan à leur logique, celle du Parti-Etat. Car, par contagion...

On comprend mieux dès lors que l'U.r.s.s. parle de non-ingérence et que le P.c.f. réclame le silence pour laisser les Polonais trouver une issue « entre eux ». Ici et là la logique est la même et les enjeux — idéologiques si ce n'est de pouvoir — équivalents. Etrangement, les Polonais ne demandent rien d'autre que notre parole. Dans le « débat » — ou le combat — entre les différentes branches du mouvement ouvrier ils nous demandent de dire tout haut ce qu'ils ne peuvent plus que murmurer. Il ne s'agit donc pas en parlant haut et clair de jouer les boutefeux ou les provocateurs. Nous serions bien en peine de le faire. Au contraire, c'est le mutisme, la complicité qui peuvent accroître la tension, conduire au pire. C'est le principe de base de toutes les campagnes de protestation car on sait que les bourreaux aiment l'obscurité et le silence. ●



Roland Leroy vu par Bellenger.

Le prochain numéro de « l'Unité » sera daté du vendredi 8 janvier 1982. Nous présentons à nos lecteurs et à nos diffuseurs nos meilleurs Vœux pour Noël et la nouvelle année.

Brutale répression et résistance passive-massive

PAR JEAN OFFREDO

LE coup d'Etat militaire du général Jaruzelski, le 13 décembre, tourne à la tragédie. Au moins deux cents morts, cinquante mille internements — à la suite du coup d'Etat, près de deux mille arrestations — pour violation de l'état de siège —, quinze cents condamnations à des peines d'amende et de prison (le non-respect du couvre-feu « coûte 5 000 zlotys » (1)) : dans leur sèche brutalité ces chiffres sont suffisamment parlants.

Le général Jaruzelski a échoué dans sa tentative de « coup d'Etat propre ». Il est clair qu'il n'a plus la situation en main. Fait remarquable est que l'on ne l'a plus ni vu ni entendu depuis sa proclamation solennelle de l'état de siège, le 13 décembre à 6 heures du matin.

Par ailleurs, les réunions du secrétariat du comité central et du présidium du gouvernement qui se sont déroulées en fin de semaine dernière ne font pas mention — fait inhabituel à l'Est — de la personnalité qui les dirigeait. C'est aujourd'hui la milice et la police politique (Zomo) qui mènent la répression en Pologne, l'armée, en particulier ; le contingent est placé en deuxième rideau, ne s'occupant que de tâches subalternes — si j'ose dire — d'ordre économique et social. On sait combien cette milice rêvait d'en découdre depuis longtemps — il suffit de revoir « L'Homme de fer » d'Andrzej Wajda aujourd'hui arrêté aussi — et, on peut être sûr qu'elle sera un instrument répressif de plus en plus violent. Il y a là une logique, hélas, dramatique, dont on ne voit pas très bien comment le pouvoir militaire pourra sortir.

Des tracts dénonçant les « méthodes fascistes »

Solidarité s'organise dans la clandestinité. Il semble que le leader de Solidarité-Mazowsze (région de Varsovie), Zbigniew Bujak, ait réussi à s'échapper du convoi qui le menait en internement. Lui en qui on voyait un successeur possible de Walesa devient le porte-parole de Solidarité dans l'ombre. Solidarité-Mazowsze a déjà fait distribuer plusieurs tracts appelant à la mise en place de groupes clandestins, à l'organisation de circuits d'information cloisonnés, et par le système du « bouche à oreille ». Ces tracts dénoncent les « méthodes fascistes » des nouvelles autorités militaires et appellent à la résistance passive dans les entreprises.

Ces tracts vont tout à fait dans le sens du court texte que Lech Walesa a réussi à faire passer, le 15 décembre, par l'intermédiaire — évidemment démenti — de l'épiscopat, où le leader de Solidarité, qui a refusé toute collaboration avec le pouvoir militaire, appelait au sursaut et à la grève comme riposte au coup de force.

Choses vues à Cracovie

N. est un Français d'origine polonaise. Il vient de passer trois semaines à Cracovie et à Varsovie, entre le 30 novembre et le 18 décembre. Il témoigne : « J'étais à Cracovie, le 13 décembre. Je logeais chez ma belle-famille. Le coup d'Etat nous a totalement surpris. Bien sûr il y avait une certaine tension mais chacun était préoccupé par la convention de Solidarité et par la réunion de la Diète, prévue pour le 16 décembre. Mais nous étions à cent lieues d'imaginer un coup d'Etat : le samedi 12 décembre, à quatorze heures, j'avais même pris rendez-vous par téléphone avec des responsables de Solidarité du complexe sidérurgique de Nowa Huta pour le lundi suivant, à huit heures et demie.

Comme le 13 décembre était un dimanche, nous avions décidé, en famille, de faire la grasse matinée. Mais ma belle-mère a entendu la radio, dimanche à sept heures, elle n'a pas osé nous réveiller et nous a laissé un petit mot : « L'état de guerre est proclamé. » Lorsque nous avons lu ça vers huit heures trente nous étions ahuris, nous avons essayé de téléphoner. En vain. Dans les cabines publiques aussi le téléphone ne fonctionnait plus. Et puis on a écouté la radio, regardé la télévision pour tenter de décrypter ce qui s'y disait. Il est vrai que même dans l'état de choc dans lequel nous étions chacun cherchait à se renseigner et plus ou moins spontanément les habitants de Cracovie se sont retrouvés pour les vêpres à Sainte-Anne des Dominicains. On tentait d'établir des contacts. Malgré la tristesse les plaisanteries fusaient quand même, notamment sur les présentateurs, en uniforme, de la télévision : « Leur uniforme est bien coupé, ce n'est pas celui du grand frère qu'on a ressorti d'une malle. » Les gens n'étaient pas terrorisés. Certains pleuraient, ceux dont un membre de la famille avait été arrêté mais l'ambiance n'était pas aux larmes.

Dans les rues il y avait très peu de police et pas du tout de tramway. A Nowa Huta, dès lundi matin les ouvriers étaient en grève et occupaient l'usine, une partie des dirigeants de Solidarité qui avaient pu échapper aux arrestations s'étaient retrouvés là. Autour de l'usine, on voyait plutôt des hommes de la milice que des soldats. L'usine a été « pacifiée » dans la nuit de mardi à mercredi, sans qu'il y ait eu de victime, m'a-t-on dit.

Dans un bureau de projets de Cracovie qui emploie quatre cents personnes, mardi vers treize heures — des contacts avaient été pris avec d'autres établissements — le drapeau polonais flottait à la porte, les jeunes ingénieurs avec un brassard aux couleurs polonaises se tenaient dans l'entrée de l'établissement : à l'intérieur se déroulait une grève de protestation de deux heures. Le personnel a adressé une lettre de protestation au président de la Diète. La réaction de la direction était la peur et la colère. Je voudrais ajouter que la première chose que la milice a fait, dès lundi et ce dans tous les établissements, a été de saccager les locaux de Solidarité. Mais dans beaucoup de cas les militants ont pu mettre de côté le matériel, notamment les listes et les tampons.

Dans les magasins, il semble qu'il y ait eu un peu plus de denrées qu'avant. Le gouvernement en approvisionnant mieux les magasins a sans doute voulu éviter cet élément supplémentaire de tension.

Jeudi 17 décembre, à Varsovie, jour anniversaire des massacres de Gdansk, la tension était sensible dans la rue. Dès la veille, pour prévenir les manifestations, l'armée et la police avaient fait des démonstrations de force. Malgré cela, j'ai vu des jeunes manifester devant l'église Sainte-Croix. La milice a chargé les manifestants, c'était aussi pour impressionner les passants. Bien que ces gens eussent peur ils ont essayé de ne pas accélérer le pas. C'était comme une consigne. Il y a aussi une autre consigne qui consiste à adresser la parole aux miliciens pour voir s'ils répondront en russe ou avec l'accent russe. Personnellement, je l'ai fait à plusieurs reprises mais je ne suis pas tombé une seule fois sur un Russe. La population fait bien la distinction entre ces trois forces : l'armée, la milice et le « Zomo » — qui sont les troupes de choc de la milice. Ces dernières semblent d'ailleurs être très contrôlées : à Nowa Huta, c'est le « Zomo » qui a forcé les portes de l'usine mais ce sont les miliciens ordinaires qui sont rentrés pour vider les ouvriers.

Quoi qu'il en soit l'esprit de résistance anime toute la population. La question n'est pas de savoir si on fera quelque chose mais ce que l'on fera et comment ? » **E.P.**

Les exemples sont nombreux de grèves et d'actes d'opposition au coup d'Etat. Ainsi cette occupation par trois mille mineurs de deux grandes mines près de Katowice, qui restent au fond et menacent de tout faire sauter si l'on intervient contre eux. Comme quoi des mains nues peuvent faire reculer des bras armés.

La conscience du pays

Toute l'intelligence polonaise est aujourd'hui en état d'arrestation. La mort en détention de Tadeusz Mazowiecki, rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Solidarité » et éminente personnalité du monde catholique, conseiller très écouté de Lech Walesa, a atterré les Polonais. Cet homme était en effet l'un de ceux qui étaient la conscience du pays.

Pour l'Eglise polonaise, la situation n'est pas simple non plus. Elle reste aujourd'hui plus que jamais la seule force légitime du pays. L'épiscopat polonais a publié le 15 décembre un sévère communiqué condamnant « l'horreur qui frappe la Pologne » et réaffirmant très fort que sans Solidarité il ne peut être question de société polonaise stable. Dans le même temps, Mgr Glemp, archevêque de Varsovie, en appelait, dimanche dernier, à refuser la haine et à tout faire pour éviter une plus grande effusion de sang. Réaction normale devant la peur d'une insurrection générale qui pourrait être tragique. Mais l'attitude est nette et claire quant au fond. Mgr Glemp a trop en mémoire le souvenir du cardinal Mindszenty, à Budapest, en 1956, qui avait contribué à soulever le peuple de manière irraisonnée. Le primat de Pologne fera tout pour que Solidarité retrouve sa liberté. Il a refusé de rencontrer encore cette semaine le général Jaruzelski, tant que Lech Walesa ne serait pas libéré, et symboliquement s'est installé à Gniezno, siège primatial et bureau de l'Eglise et de l'Etat polonais pour bien montrer qu'en ces temps tragiques, l'Eglise se considère comme garante du destin national.

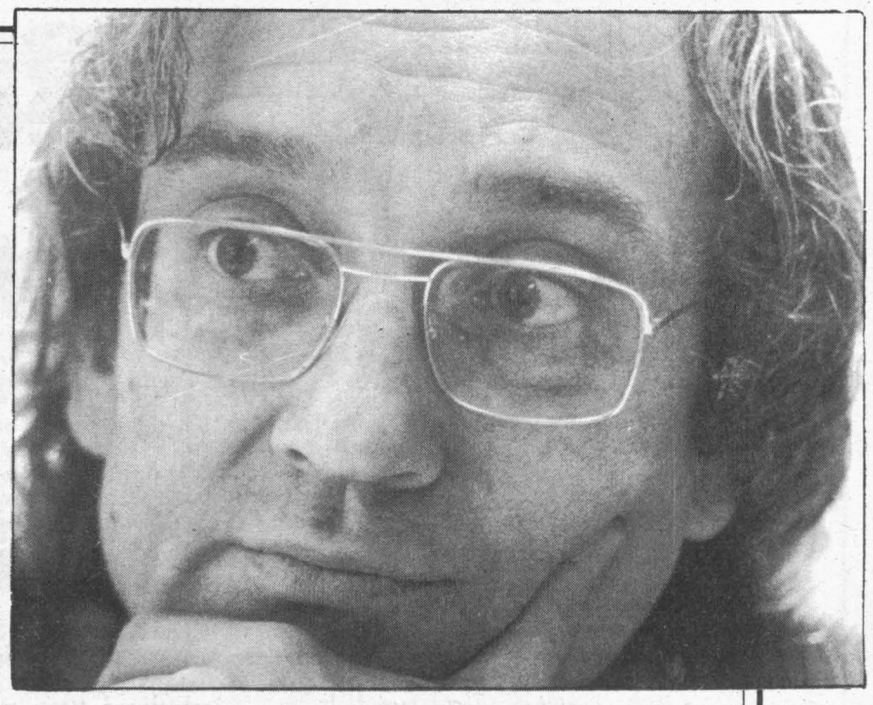
Initiative spectaculaire de Jean-Paul II ?

Les relations ont été rétablies entre le Vatican et Varsovie, d'une part, par l'arrivée à Varsovie du nonce apostolique Luigi Poggi, chargé de l'Europe de l'Est au Vatican, d'autre part, par la visite à Rome du secrétaire général de l'épiscopat Mgr Dabrowski. Une initiative spectaculaire de Jean-Paul II n'est donc pas à exclure. M. Gornicki, conseiller politique du général Jaruzelski, a précisé le 21 décembre les trois conditions qui pourraient permettre la fin de l'état de siège : « la fin des incidents dans les usines » ; « le redémarrage de l'économie nationale » ; « la fin du danger pour le socialisme créé par les éléments extrémistes et contre-révolutionnaires ». Ces mots sont un signe évident que la Pologne refuse d'être normalisée et que l'on fait plus que jamais porter à Solidarité le chapeau de la crise du pays. Tragique dérisoire de ces hommes qui n'ont pas, eux qui étaient le « pays légal », su autrement que par la force et la terreur répondre aux aspirations du pays réel. Et même si le pouvoir militaire sanctionne aussi pour « paresse, corruption et insouciance » nombre de responsables administratifs et économiques, au-delà même de ce que demandait Solidarité, on croit rêver : mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant ?

De longues et tristes journées s'annoncent en Pologne. Un fait est pourtant certain : les Polonais n'ont pas perdu l'espoir. Et plus que jamais ils comptent sur leurs amis à l'extérieur pour que le silence ne retombe pas sur leur pays.

La chronique de Max Gallo

La "petite apocalypse"



On sait ce qu'il advint de ces "héros positifs", ces "hommes de marbre", et comment ils se perdirent dans les couloirs de la bureaucratie des répressions et de la corruption. Lisez, faites lire "la Petite Apocalypse" de l'un d'entre eux : Tadeusz Konwicki

« FRERES, donnez-moi du courage ! Aidez-moi et aidez tous les autres qui vont s'immoler en même temps que moi partout dans ce monde de misère. Frères, donnez-nous du courage ! Frères... »

Ces lignes sont de Tadeusz Konwicki, un nom qui sans doute vous est inconnu comme il l'était pour moi jusqu'à il y a quelques mois. Un Polonais, de la trempe de l'historien Geremek ou du cinéaste Wajda. Un écrivain, dont deux livres déjà avaient été publiés en France autour des années soixante-dix. L'un de ceux qui, résistant aux nazis dans les rangs de l'Arma Krakowa (l'A.K. Armée de l'Intérieur) étaient suspects aux Soviétiques et à leurs alliés polonais pour ne pas avoir rejoint les formations communistes. Mais il était jeune — 19 ans en 1945. Il crut qu'on allait, en Pologne construire le socialisme. Et il voulut y apporter sa pierre, publiant des romans où les « héros positifs » donnaient toutes leurs forces pour transformer le pays. On sait ce qu'il advint de ces « hommes de marbre », comment ils se perdirent, dans les couloirs de la bureaucratie, des répressions ou de la corruption. Comment on jeta leurs statues dans les réserves des musées et comment à jamais leurs mains — leurs âmes — furent brûlées par ces années de mensonge. Tadeusz Konwicki exprima cette amertume, cette déception, bientôt ce désespoir dans une série de romans que naturellement la censure refusa d'éditer, mais dont chacun fut un événement. On s'en passait le texte sous le manteau. Le dernier, « la Petite Apocalypse », a été publié voici quelques mois, ici (aux Editions Robert Laffont). Je l'ai relu cette semaine, dans la clarté blafarde des événements de Pologne, alors que chaque jour voyait s'accroître le nombre des internés — 10 000 ? 40 000 ? 50 000? 200 tués ? —, qu'on apprenait la mort de tel dirigeant, le suicide de tel autre, qu'on commençait à parler des conditions de détention, et que l'agence Tass annonçait que 1300 mineurs étaient bloqués au fond dans un puits de Silésie, par la faute de Solidarité, bien sûr.

Comment aider la Pologne ? Nous manifestons. Nous faisons voter une motion. Mais il faudrait aller au-delà, faire que la réalité polonaise entre en nous, jusqu'à devenir insupportable, comme elle l'est tragiquement pour les Polonais.

Employons ce mot religieux qui signifie partage : il faudrait communier avec les Polonais. Pour cela lisez, faites lire parce qu'il s'agit d'une nécessité urgente « la Petite Apocalypse » de Tadeusz Konwicki. Vous y deviendrez frère du héros. Ce romancier qui vit à Varsovie dans l'opposition au régime, et que deux amis viennent trouver un matin : « Nous voudrions te proposer quelque chose, disent-ils. Au nom de tous les camarades... Que ce soir tu te fasses brûler vif devant l'immeuble du comité central du Parti. » Où précisément se trouve, en visite officielle, le secrétaire général du grand Partis soviétique. Le romancier accepte, et nous vivons avec lui cette journée cependant qu'il cherche, et ce n'est pas facile, à se procurer un jerrican d'essence et une boîte d'allumettes suédoises. Alors oui, nous comprenons — comme après avoir vu « Sans anesthésie » ou « l'Homme de marbre » de Wajda — ce qu'était cette société polonaise avant que ne s'y dresse le poing fermé de Solidarité. Et c'est nous que Tadeusz Konwicki interpelle quand son personnage, le jerrican à la main, monte lentement vers le lieu de son sacrifice et dit : « La liberté viendra, si ce n'est pas après moi, ce sera après l'un de nos poètes, ouvriers ou étudiants. Elle viendra, soudaine comme le début d'un été qu'on n'attend plus... Frères donnez-moi du courage... »

C'EST le privilège du créateur — Konwicki ou Wajda — de nous contraindre à devenir autre, à nous mêler le temps d'un livre ou d'un film, à la foule de Varsovie, à laisser dans notre mémoire ces souvenirs, comme si nous connaissions les personnages qu'il nous a fait côtoyer. Après, nous sommes immunisés contre ces abstractions que les bateleurs du « globalement positif », de « la Pologne socialiste » ou des « erreurs dans la construction du socialisme en Pologne » nous assènent avec l'impudence que donnent l'ignorance, la complicité scandaleuse et l'hypocrisie.

Mais comment « ignorer » en 1981 ce qu'est le régime polonais, comment, pour peu que l'on sache lire, ne pas formuler un diagnostic « globalement négatif » sur le système social et politique qui, à partir de l'U.r.s.s., domine l'Est de l'Europe ?

Chaque heure apporte un nouvel élément d'appréciation. La semaine dernière, j'évoquais dans cette chronique l'historien Bronislaw Geremek, conseiller de Lech Walesa, médiéviste de réputation mondiale. Je m'inquiétais de son sort. Il faut déjà, sept jours plus tard, demander sa libération — ce que font les historiens français. Mais ce n'est rien encore. Le mardi 15 décembre 1981, à 23 heures le journal de Radio-Varsovie, ondes longues, a retransmis une allocution prononcée quelques heures plus tôt à la télévision polonaise. Il y était dit notamment que Bronislaw Geremek « est un juif ayant emprunté le nom de Geremek et s'appelant en réalité Lewartow. Ce fils de rabbin avait pris contact avec la loge maçonnique parisienne Copernic alors qu'il était professeur d'histoire à l'Université de Varsovie... Le faux Geremek qui est un spécialiste de la prostitution en France au XVe siècle a déformé l'histoire contemporaine de la Pologne... La crise polonaise est le résultat de l'activité de l'Internationale chauvine juive qui contrôle 80 % de l'industrie occidentale et qui tente de s'emparer du pouvoir en Pologne... » Il a suffi de sept jours pour que l'on sache que Geremek est l'une des cibles d'un pouvoir militaire issu de près de quarante années de gouvernement du Parti communiste polonais. Un pouvoir qui associe ainsi la loi martiale, la répression la plus dure — anti-ouvrière et anti-intellectuelle — à l'antisémitisme.

DEVANT de tels faits (qui ne sont que les derniers de toute une chaîne : qui ne se souvient des répressions de Poznan et de Gdansk, pour ne pas parler de 1956; de 1968, et pour ne rien dire de la grande terreur des années trente, et pour ne pas évoquer Katyn...) le refus de se prononcer sur la signification historique — et la nature — des systèmes sociaux de Pologne, des autres pays de l'Est et de l'U.r.s.s., devient complicité. Ou bien manifeste une cécité telle qu'elle interdit toute discussion. Or, et les événements de Pologne le montrent, nous buterons ici, chez nous, à chaque pas, sur la question de la nature des pouvoirs de l'Est. Sur le sens de leur échec. Est-ce nouveau d'ailleurs ? En 1920, au congrès de Tours, ce n'est pas Léon Blum qui s'est trompé !

Mais ce qui alors pouvait apparaître — pour des raisons historiques multiples — comme une «opinion », une « appréciation » presque un « sentiment », relève aujourd'hui du domaine du fait. Le bulletin de Radio-Varsovie accusant Geremek d'être juif est un fait. Les tanks dans les rues des villes de Pologne sont des faits, incontournables. Certains, haussant les épaules, diront que tout cela est démontré depuis longtemps, depuis 1920, précisément. Seulement il vient un moment où la vérité crève l'écran, pour ces téléspectateurs du dimanche soir qui tout à coup découvrent « l'Homme de marbre », pour ceux qui vont lire — il le faut — Tadeusz Konwicki. A cet instant-là on ne peut plus, il me semble, accepter ni silence ni confusion.

Il me revient que Jorge Semprun — le scénariste de « Z », ancien de Buchenwald et du Parti communiste espagnol — notait dans l'un de ses livres que dans les camps nazis les déportés se nommaient « K.Z. » et « Zek » dans ceux de l'U.r.s.s. Les mêmes lettres, inversées. Comme dans un miroir, où se refléterait, de plus en plus nettement, le « national-socialisme ».

Varsovie : troupes s'apprêtant à charger des manifestants.



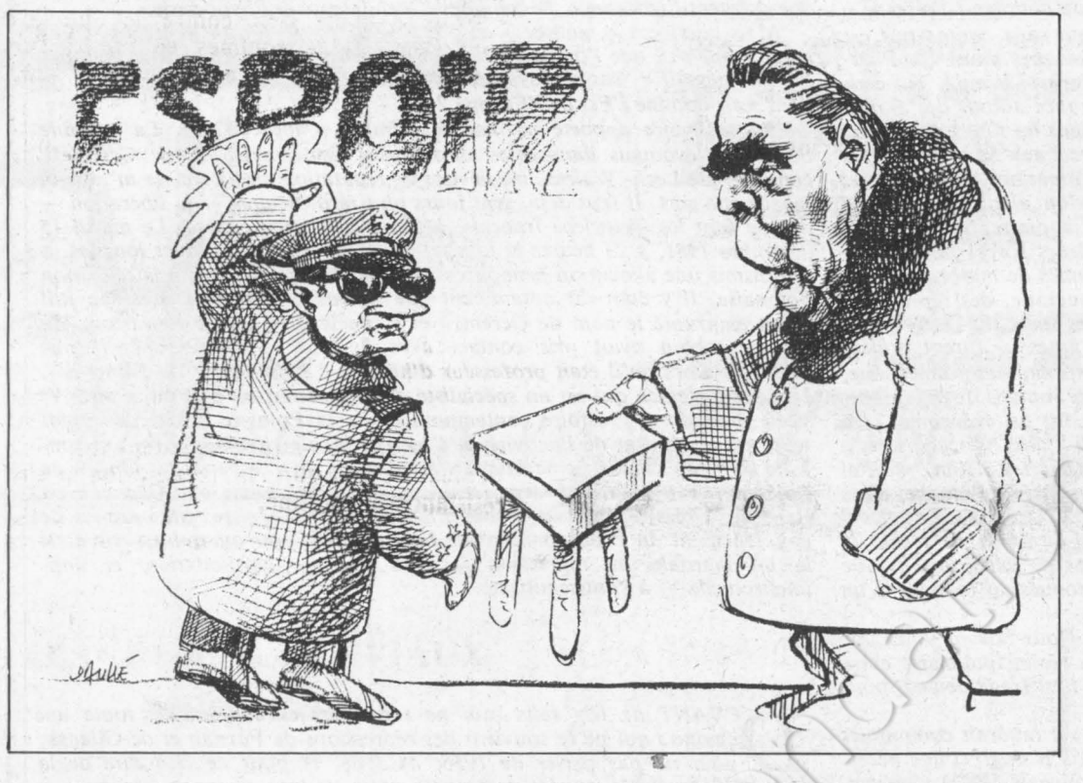


Georges Mink: "J'écarte l'hypothèse du pire parce que l'ordre ne règne pas en Pologne"

PAR MICHELE KESPI

GEORGES Mink vit à Paris depuis seize ans. Mais il est arrivé âgé de cinq ans à Varsovie, et il y est resté jusqu'à sa vingtième année. Depuis, il est périodiquement retourné en Pologne. Attaché de recherche au C.n.r.s., où il est expert de la Pologne, Georges Mink est qualifié pour répondre aux questions que chacun se pose. « L'Unité » lui donne la parole.

« L'UNITE » : Dans une société comme la Pologne, où le pouvoir, fondé sur le parti unique, est coupé de la société civile,



Solidarité est devenu un symbole. Que représente ce syndicat, avec ses 10 millions d'adhérents ?

GEORGES MINK : La Pologne vit, comme tous les pays du cordon sanitaire autour de l'Union soviétique, dans un système où la société en tant que telle n'existe pas, où les individus sont atomisés, fractionnés. Ils sont réduits à une dépendance directe vis-à-vis des organisations sociales, tentacules du parti dirigeant disposant du monopole du pouvoir. Un instrument existe pour encadrer la société : cette fameuse Nomenklatura, composée de personnes nommées, à tous les échelons, par le Parti... Même le président d'une association de pêcheurs à la ligne est nommé par lui !

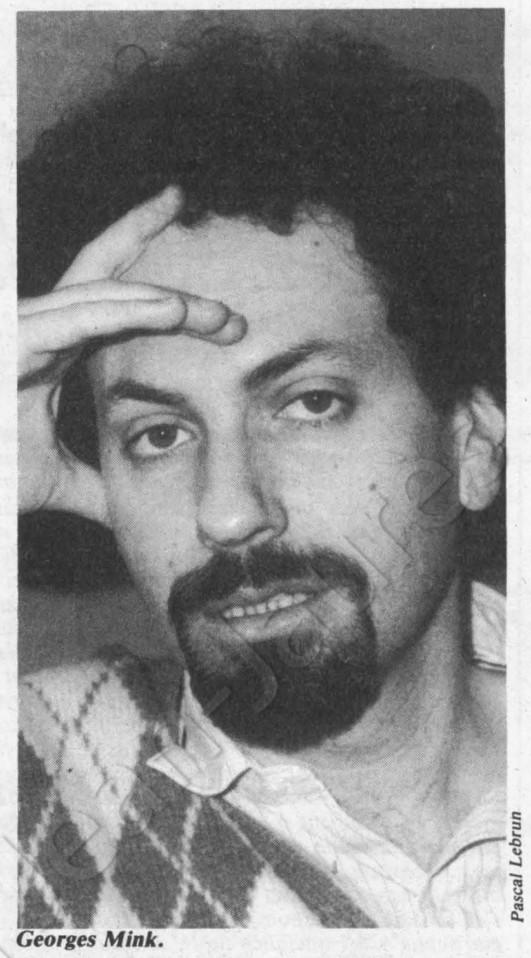
Pour le système totalitaire, cette organisation présente des avantages évidents : elle permet de contrôler la société entière, et d'empêcher que ne se produisent des réactions collectives contre l'appareil d'Etat. Mais, dès que ces réactions ont lieu, le système se désagrège très vite : elles influencent en effet les premiers échelons de la Nomenklatura, où tout repose sur la fidélité des gens. Avec cette désagrégation par le bas, l'information ne remonte plus et la Nomenklatura devient inopérante. Oh, certes, elle demeure, à cause des privilèges dont bénéficient ses membres...

Quand on oblige des individus à vivre isolés, coupés de leur système de valeurs, privés de leurs pratiques religieuses, il ne faut pas s'étonner que la frustration de toute vie collective engendre un phénomène de masse. L'adhésion massive des Polonais à Solidarité s'explique incontestablement par ces trente-six années de frustration imposées à un peuple qui, en un temps record, a renoué avec des formes de vie collective.

— Pourquoi les gens sont-ils allés vers Solidarité ?

— Jusqu'à maintenant, les seuls syndicats existant étaient des courroies de transmission du pouvoir qui fonctionnaient aussi selon le principe de la Nomenklatura, et servaient plus à opprimer les travailleurs qu'à défendre leurs intérêts. Il fallait donc créer un organe de défense contre l'appareil d'Etat, une organisation regroupant les groupes sociaux en train de rechercher une expression indépendante. Avant la crise d'août 1980, une conscience politique insuffisante ne permettait pas que se forme ce type d'appareil défensif. Quelques tentatives embryonnaires, en 1970, en 1976, ont été étouffées. Elles ont aussi échoué à cause d'une absence de maturité de l'opposition, et des illusions sur le pouvoir qui jouait de sa nature soi-disant ouvrière. Evidemment, ce mythe s'effondre le jour où le pouvoir tire contre les ouvriers.

Longtemps, donc, l'idée généralisée de création d'un syndicat passait mal. A partir de 1970, lentement, puis surtout à partir de 1976, l'intelligentsia démocratique a réalisé l'importance de la classe ouvrière dans d'éventuelles transformations du système. Puis tout le monde s'est rendu compte de la nécessité de créer des liens de solidarité structurés pour défendre et les ouvriers et toutes les catégories sociales. Aussitôt, les premières initiatives de syndicats libres ont été lancées. On s'est souvenu des Commissions ouvrières de l'Espagne franquiste. Enfin, en août 1980, ce type de vision s'est révélée dépassée : le rapport de force est devenu tel que la contagion a gagné tout le



Georges Mink. Pascal Lebrun

pays, et que Solidarité est devenu le syndicat le plus puissant du monde.

— Existe-t-il réellement, au sein de Solidarité, une alliance entre ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants...

— Oui. Et c'est d'ailleurs une forme d'ironie de l'histoire. Le pouvoir communiste comptait sur la disparition des différences entre les groupes sociaux, projetait une société sans antagonisme de classe. Tout en jouant la division. Jaruzelski dit par exemple aux paysans pour se rendre crédible auprès des habitants des villes : « N'affamez pas les cités » et promet les réquisitions militaires dans les campagnes.

Or, cette harmonisation de la société a été réalisée par Solidarité. Solidarité, c'est les ouvriers avec leurs experts, les paysans qui portent des vivres directement dans les entreprises.

— Je crois qu'aux chantiers navals de Gdansk, les paysans sont venus dire aux ouvriers, après le coup d'Etat : « Surtout, tenez le coup, nous vous assurons la nourriture »...

— C'est vrai. Il existe entre Solidarité-ouvrière et Solidarité-rurale une complicité certaine. Par exemple, une commission fonctionnait en permanence : la commission consultative de la direction syndicale Solidarité sur les problèmes d'approvisionnement qui avait des rapports avec le syndicat paysan.

— Solidarité n'a pas cherché à devenir ce symbole. Comment vous, chercheur, expliquez-vous l'émergence de ce phénomène ?

— Le départ idéologique a été très lent. Si on lit les accords de Gdansk, on s'aperçoit qu'ils contiennent en germe la transformation totale du système politique, mais qu'ils insistent essentiellement sur le droit de grève, la constitution de syndicats. Bizarrement, on a l'impression que les travailleurs polonais sont obligés de se battre pour les mêmes objectifs que la classe ouvrière aux débuts du système capitaliste.

— Vous voulez dire au commencement de l'ère industrielle ?

— Voilà. L'époque où la classe ouvrière, en passant par des actes de sabotage, de destruction de l'outil de travail, allait à petits pas vers des formes d'organisations plus structurées. Faut-il le rappeler ? La Pologne n'est pas un pays capitaliste. Très vite, dans un système totalitaire, un tel syndicat est la seule forme de canalisation de toutes les aspirations échappant à l'emprise étatique. Et Solidarité est devenu tout : un mouvement social, ainsi que l'appelaient les syndicalistes, et le lieu de débat des différentes tendances politiques dans un système soumis au monopole de représentation politique.

Solidarité s'est retrouvée une organisations multifonctionnelle qui devait parer à toutes sortes de situations : prendre des décisions sur la nature du débat politique, la conception du syndicalisme, tout en s'occupant d'approvisionnement, de défense des retraités ou du mouvement des femmes. Solidarité est devenu la seule représentation authentique de la société polonaise.

— L'Eglise ne représente-t-elle pas également la société polonaise ?

— J'y venais. L'Eglise est indiscutablement représentative de cette société. Mais c'est une Eglise très particulière, avec son histoire propre. Cependant, comme toute Eglise, elle se fixe des tâches liées à sa vocation et intervient dans le domaine moral et religieux. Elle ne se permet pas de le faire — explicitement du moins — dans le domaine politique.

— Les déclarations de l'épiscopat la semaine dernière étaient quand même très politiques...

— Oui, mais cela s'explique beaucoup par la conjoncture. Nous avons affaire à une Eglise très populaire, très enracinée dans le peuple. Il ne faut pas oublier qu'à partir de la fin du XVIIIe siècle jusqu'en 1918, quand la Pologne a retrouvé son indépendance, l'Eglise était la seule institution à défendre l'intégrité nationale, à s'opposer à la russification ou à la germanisation du pays, à lutter pour l'émancipation nationale. Les prêtres ont fourni les cadres de plusieurs insurrections polonaises...

Cette institution intervient dans la vie morale de la nation. Evidemment, les conséquences de son action sont politiques. Durant toute la période où la société polonaise ne disposait pas d'organes représentatifs, autonomes, l'Eglise a tenu ce rôle. C'était aussi la seule institution à laquelle l'Etat communiste n'osait s'attaquer frontalement, la seule à résister à la « nomenklaturisation » de la société.

Par la force des choses, elle demeurait la seule institution libre. Les revendications des gens se déplaçaient vers l'Eglise : d'où la cristallisation dans la lutte pour la liberté et le maintien du culte. Tout le monde se battait contre l'interdiction de construire des églises. On a vu des ouvriers ou des paysans bâtir en une nuit une église à la construction de laquelle le Parti était opposé. L'histoire de la « Pologne populaire » est aussi celle de cette fantastique résistance pour la liberté religieuse.

L'Eglise a toujours pris des dispositions favorisant l'éclosion de la société civile. Personne ne l'a oublié... En revanche, quand elle prend des positions bizarres, les Polonais sentent spontanément qu'elle dépasse ses prérogatives. Ainsi, l'homélie du cardinal primat Wischinsky, en août 1980, appelant à la reprise du travail, n'a pas porté ses fruits : aucune grève ne s'est arrêtée pour autant. Quand le primat Glemp, tout en condamnant l'état d'exception, a un peu trop insisté sur les thèses de Jaruzelski (nous en sommes arrivés là pour éviter l'effusion de sang), les gens ont continué à résister. D'ailleurs, l'Eglise a immédiatement rectifié le tir, en prenant la défense de la société civile, en se battant avec elle contre le putsch militaire. Voilà un cas où elle est amenée à prendre une position ayant des conséquences politiques. Mais elle ne l'exprime jamais en termes politiques, seulement en termes de souveraineté nationale...

— Comment voyez-vous les choses maintenant ?

— Il est toujours un peu cynique de monter des scénarios. Je préférerais évoquer l'histoire polonaise, et ne pas tomber dans la simplification : « Résisteront, résisteront pas ? » La clé de la réponse se trouve, de toute façon, dans l'histoire de la Pologne.

Avant 1981, la révolution polonaise tour-

SOCIETE DE CONSTRUCTION
getrabat S.A.
★ ★ ★ ★
Samy ATTIAS
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
33, rue Ledru-Rollin - 94200 IVRY
Tél. 670.21.76
251—1



Réunion de Solidarité en exil, à Zurich.



nait autour de cette idée : peut-on, à l'intérieur de l'espace géo-politique des blocs, renégocier (directement avec les Soviétiques, ou par l'intermédiaire du Parti encore considéré comme un écran entre l'Union soviétique et la société civile polonaise) l'organisation du système politique polonais ? En montrant par la force du mouvement social que la société polonaise, avec ses propres traditions, avait droit à un système différent de celui imposé par l'Union soviétique. Cette négociation a eu lieu en permanence, même si ce n'était pas une discussion entre Brejnev et Walesa.

On s'attache à ce concept si caractéristique de l'état d'esprit des opposants : la révolution qui « s'autolimite ». Elle doit éviter ce qui pourrait mener à l'affrontement soit entre parti et syndicat, soit entre société civile et Union soviétique. Par exemple, l'idée de la compétition pour le pouvoir n'a jamais été exprimée, sauf à la veille du coup d'Etat militaire. Solidarité n'a jamais appelé à la désobéissance des soldats. Certes, elle a favorisé la naissance des représentations syndicales de différents appareils d'Etat. Ainsi, les miliciens se sont organisés.

— Les miliciens, dites-vous ?

— Oui. Lors du congrès de Solidarité, une délégation du syndicat des miliciens représentait 40 000 d'entre eux, sur les 200 000 présents en Pologne. C'est beaucoup, venant d'un des appareils d'Etat les plus contrôlés, où ceux qui apparaissaient publiquement étaient immédiatement licenciés...

Nous en sommes donc à un mouvement de masse qui s'autolimite. L'histoire dira s'il a eu raison ou tort. Pour ma part, je crois qu'il n'y avait pas d'autre solution car nous étions dans une phase positiviste de la culture politique polonaise.

— C'est-à-dire ?

— Dans la culture politique polonaise, les choses se passent toujours en deux temps. Depuis le partage de la Pologne, on raisonne d'abord en termes d'attaque frontale contre l'occupant pour retrouver la liberté. C'est la philosophie du « tout ou rien ». Cela signifie l'affrontement immédiat, militaire, insurrectionnel. L'insurrection de 1830 et 1863, par exemple...

Ensuite, on assiste, le plus souvent, à des périodes de démoralisation. Les générations des époques insurrectionnelles sont vénérées pour leur patriotisme et leur courage, et critiquées sur le plan de leur efficacité politique. Revient alors en force une pensée positiviste qui consiste à dire : il nous faut faire notre place à l'intérieur des réalités géo-politiques existantes. C'est le raisonnement tenu par le syndicat depuis 1976 jusqu'en août 1980. On croyait à la possibilité d'une négociation, d'une modernisation de l'appareil politique, d'une réforme du système. Réforme que l'appareil aurait pu envisager au nom de sa propre survie, sachant que la refuser menait à l'affrontement. D'où l'importance du mot « compromis ».

Il faut renvoyer à tout cela pour comprendre ce qui risque de se passer aujourd'hui. Le processus de fond engagé en 1980-81 menait inévitablement à la confrontation, car système communiste et société civile sont incompatibles. Ne nous cachons rien : le double pouvoir existe depuis 1980. La lutte permanente sur ce terrain faisait monter la tension, et diminuer, de plus en plus, les chances d'entente.

— Pourquoi ?

— La situation économique polonaise réclamait une bonne entente immédiate pour réaliser des réformes économiques. Or, les deux partenaires vivaient dans un dilemme. Ils savaient que seule la coopération pouvait sauver la situation, mais ils se méfiaient tellement l'un de l'autre, chacun craignant tellement que l'adversaire ne prenne une position hostile qu'il l'adoptait avant lui !

— Pouvez-vous donner des exemples concrets de ce dilemme ?

— Prenons le Parti communiste. Il est constitué de l'appareil et des cellules dans les entreprises. Certains ont jugé que les objectifs du Parti étaient acceptables et ont décidé d'avoir une double appartenance : être à Solidarité, et être au Parti pour le pousser au compromis. Eh bien, ils ont été manipulés, puis évincés. La date cruciale de leur perte d'influence sur le Parti remonte au IXe congrès extraordinaire de juillet 1981 : les éléments « sains » ont essuyés un échec, et les « durs » ont lancé alors leur offensive. A partir de là, il était exclu qu'une fraction moderniste naisse à l'intérieur du Parti. La ligne centriste qui a continué n'a été qu'un leurre, une ruse, une manœuvre...

— Que voulez-vous dire ?

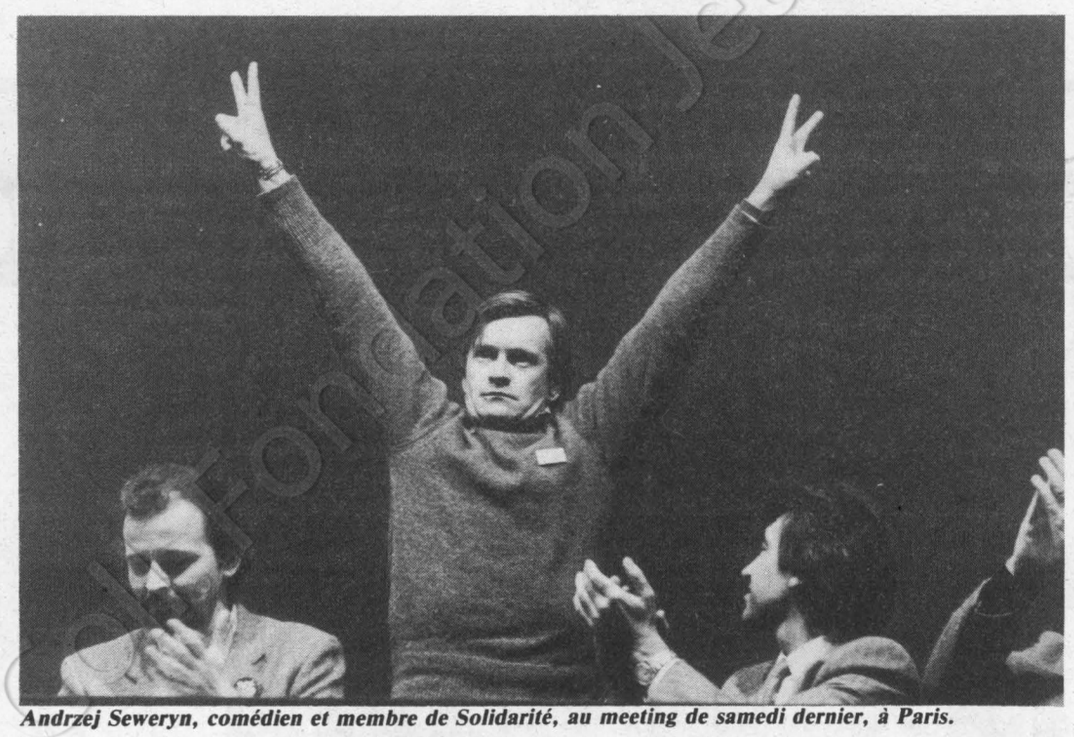
— L'idée d'entente nationale lancée par Jaruzelski à partir du 4e plénum du Parti, en octobre 80, n'était qu'apparence. Une manière de laisser des illusions à Solidarité pour que ses préparatifs de confrontation soient ralentis... Or, à partir de juillet, la négociation n'était plus qu'un leurre...

— Pourquoi à partir de juillet ?

— C'est à ce moment que l'appareil du Parti a renoncé à toute vélléité de socialisme à visage humain. Il n'a plus pensé qu'à ses intérêts, et à ceux de l'Union soviétique. Certes, Jaruzelski ne pensait pas encore au coup militaire tel qu'il a eu lieu. Il tentait de lui donner une façade de légitimité démocratique. Il a proposé en octobre à la Diète polonaise de voter les lois d'exception. La Diète a refusé et Jaruzelski a reculé. Sachant qu'il n'obtiendrait pas la légitimité, il est allé à la solution extrême, le putsch militaire.

Nous avons des preuves qu'il a préparé ce putsch. En septembre et en octobre, les militaires ont quadrillé la Pologne pour suppléer les défaillances de l'administration, améliorer l'approvisionnement ou les travaux agricoles. En fait, il s'agissait de rendre l'armée populaire, de désarmer l'hostilité de la population si les mêmes soldats devaient revenir aux mêmes endroits... avec d'autres objectifs.

Si l'on pouvait rire aujourd'hui, il existe une anecdote drôle sur la préparation du putsch. Dans les mesures d'exception visant toute la société, qui renvoient aux périodes les plus noires de l'histoire polonaise, il en est une interdisant de faire du bateau sur les lacs ou aux bords de la Baltique. Or, depuis un mois, les lacs sont gelés en Pologne ! Ces mesures ont bien été préparées par les militaires de longue date...



Andrzej Seweryn, comédien et membre de Solidarité, au meeting de samedi dernier, à Paris.

— Quelles perspectives voyez-vous ?

— Plus de la moitié de la direction de Solidarité est emprisonnée. Les seuls lieux de réunion autorisés restent les églises, et cela ne durera pas longtemps. On interdit déjà les déplacements des évêques.

La résistance sera donc, non fragmentaire, mais fragmentée. Elle jaillira à plusieurs endroits, selon les possibilités. On assistera à une résistance passive-massive. Des réseaux vont se reconstituer lentement et un rapport de force renaîtra, obligeant Jaruzelski à négocier.

J'écarte le scénario le plus fatal : écrasement immédiat, dans le sang, de toute résistance, et capitulation de la population. C'est impossible, même si des commentaires occidentaux ont dit un peu vite « l'ordre règne à Varsovie ».

— Vous êtes très attaché à la Pologne. Ne risquez-vous pas d'écarter la pire des hypothèses parce qu'elle est trop horrible à envisager ?

— Non. Je raisonne en chercheur. Je connais bien la société polonaise. J'ai côtoyé des membres de Solidarité appartenant à tous les groupes sociaux. Je réfléchis à froid, si tant est que l'on peut rester froid ! Et j'écarte l'hypothèse du pire parce que l'ordre ne règne pas en Pologne.

— Nous en revenons donc au premier scénario, celui d'une résistance passive, massive, et fragmentée ?

— Avec un lien recréé entre les différents groupes. Et la constitution d'un nouveau rapport de forces, après l'échec du coup militaire. La proclamation, par les dirigeants en liberté et en prison, de ceci : « Nous n'avons rien contre les intérêts soviétiques, nous sommes en mesure de négocier avec vous un nouveau statu quo, limitatif peut-être par rapport à ce que nous avions obtenu mais préservant l'ensemble de nos acquis. Nous allons tolérer votre pouvoir. » Ce scénario suppose une très grande pression sociale.

Dans le second scénario, la pression sociale échoue, par peur des effusions de sang, pour ne pas sacrifier des vies humaines, pour éviter une intervention massive des Soviétiques... On assistera alors au désengagement d'une grande partie de la population, vouée au rôle de majorité silencieuse. Et on verra apparaître, de plus en plus souvent, des attitudes de type insurrectionnel : c'est-à-dire la préparation d'une résistance clandestine.

— Un scénario à beaucoup plus long terme que le premier...

— Oui. Il se produira une vietnamisation du conflit. L'intervention lente et progressive des Soviétiques n'étant pas exclue. Des sabotages auront lieu, les ouvriers, même si on attache le rationnement des cartes alimentaires à la productivité, feront tomber la production, des organisations clandestines se formeront. Ce sera une résistance larvée, perlée, avec des « coups », des publications clandestines pour recréer une vie sociale, culturelle et publique. On assistera à un mélange de positivisme et de romantisme qui fera que la Pologne demeurera très longtemps dans cet état. Et je voudrais sensibiliser l'opinion : ce scénario suppose la persistance d'un foyer de tension au centre de l'Europe. ●

LES ARCADES 2e tranche
Place de la République - NICE-LA TRINITE

(avec cave) à partir de	STUDIOS 175.000 F	2 PIECES 318.000 F	3 PIECES 418.000 F

Livraison 1er trimestre 1982 • Bureau de vente sur place : 54.42.05
Immeuble luxueux PRÊTS CONVENTIONNÉS
Documentation : ADIC SA PROMOTION 31, AV. J. MEDECIN.NICE. 88.50.06

arrière-pays niçois au pied du Mont-Vial
Les Clos REVEST LES ROCHES Alt : 800m NICE 40 km.
STUDIOS à partir de 190.000 F
2 PIECES à partir de 212.000 F
MAS de 3 et 4 pièces avec Jardin

Je désire recevoir une documentation, sans engagement de ma part :
NOM : ..... Tél. : .....
ADRESSE : .....

RETOURNER à : A.D.I.C. s.a. PROMOTION
31, av. Jean-Médecin, 06000 NICE, tél. 88.50.06

LA RATP

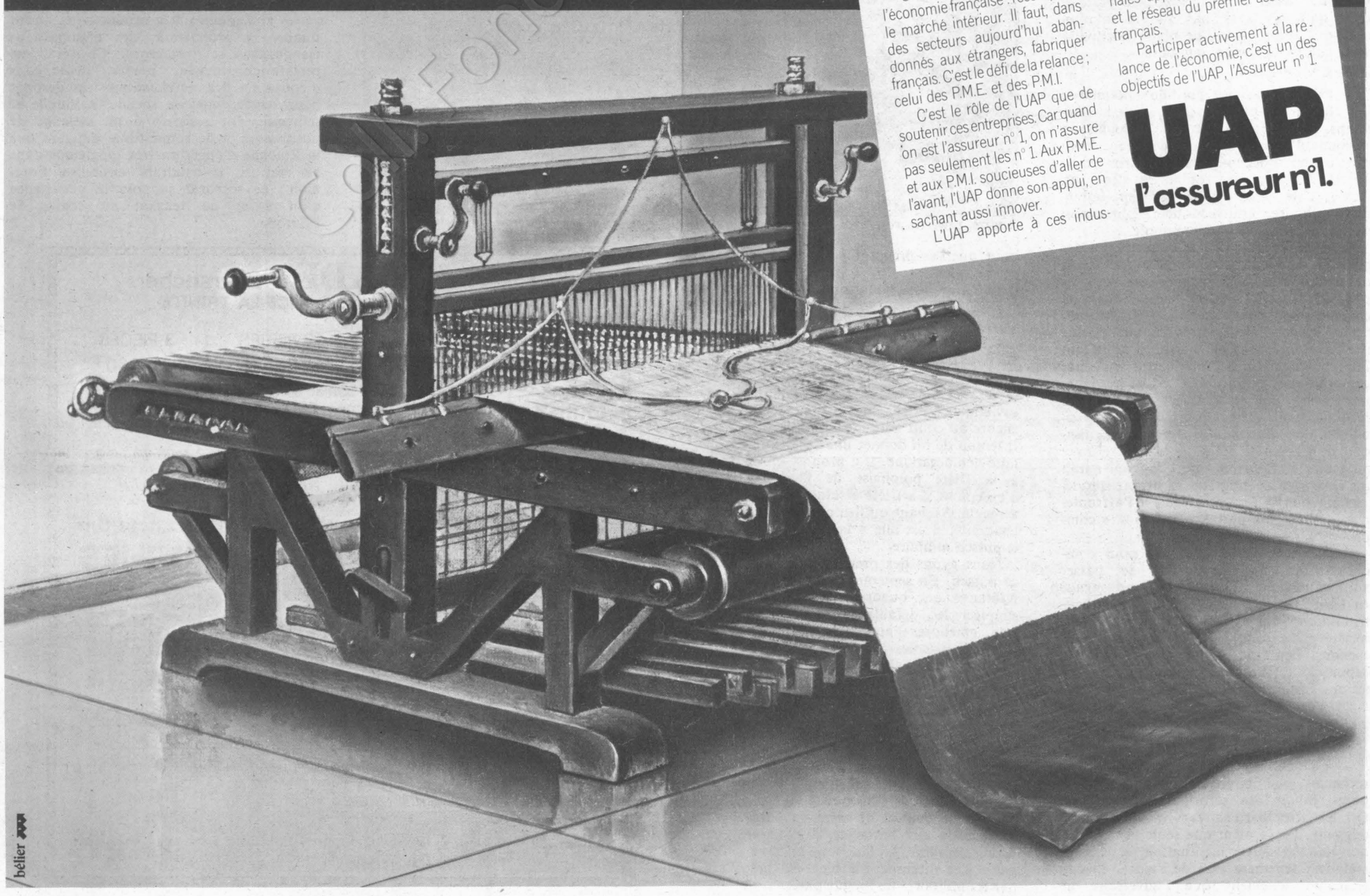
DES TECHNIQUES DE POINTE
AU SERVICE
DE LA COLLECTIVITÉ.

PLUS DE DEUX MILLIARDS
DE DÉPLACEMENTS
ASSURÉS ANNUELLEMENT
EN RÉGION D'ILE DE FRANCE.

LA RATP VOUS SIMPLIFIE LA VILLE

RATP

LES PMI A LA RECONQUETE DU MARCHE FRANÇAIS: UAP ASSURE LEURS EFFORTS.



Un objectif prioritaire pour l'économie française : reconquérir le marché intérieur. Il faut, dans des secteurs aujourd'hui abandonnés aux étrangers, fabriquer français. C'est le défi de la relance ; celui des P.M.E. et des P.M.I.

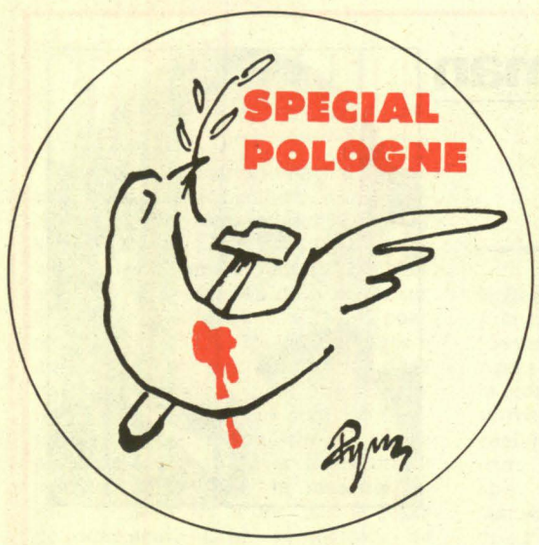
C'est le rôle de l'UAP que de soutenir ces entreprises. Car quand on est l'assureur n° 1, on n'assure pas seulement les n° 1. Aux P.M.E. et aux P.M.I. soucieuses d'aller de l'avant, l'UAP donne son appui, en sachant aussi innover.

L'UAP apporte à ces industriels une conception dynamique de l'assurance, des solutions originales appuyées sur l'expérience et le réseau du premier assureur français.

Participer activement à la relance de l'économie, c'est un des objectifs de l'UAP, l'Assureur n° 1.

UAP
L'assureur n°1.

bélier



Gérard Gaumé (membre du Bureau confédéral de la C.g.t.): "Il y a "décalage" entre militants et direction"

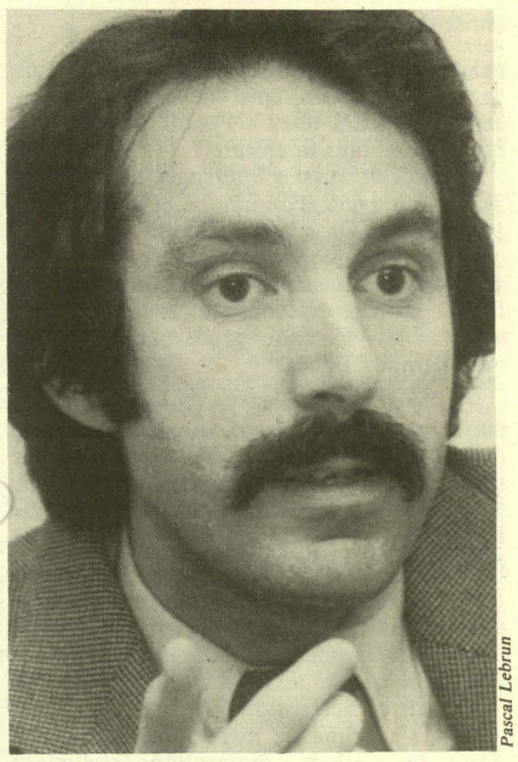
LES prises de position de la C.g.t. sur la Pologne risquent de provoquer la plus grosse crise qu'ait jamais connu cette organisation syndicale. A tous les niveaux, des militants combattent l'attitude de la centrale. Parmi eux, évidemment, tous les militants socialistes. Et non les moindres. Gérard Gaumé, seul socialiste du Bureau confédéral, principale instance de la C.g.t., a déjà exprimé publiquement son désaccord avec la ligne de la direction : dans des communiqués, dans des déclarations télévisées. Il était présent, le samedi 19 décembre, au meeting de la porte de Versailles organisé par les forces de gauche (sauf le P.c. et la C.g.t.). Il répond cette semaine aux questions de « l'Unité. »

« L'UNITE » : ***Quelles sont les raisons de votre désaccord avec la ligne confédérale de la C.g.t. ?***

GÉRARD GAUMÉ : Il est absolument nécessaire de condamner, avec la plus grande netteté, les arrestations (notamment celles des militants syndicaux) ; les privations des libertés publiques, individuelles, syndicales ; l'état d'exception dont on sait bien qu'il entraîne, dans la logique même, la répression et la suspension de toute démocratie. Ceux qui prétendaient ainsi éviter de faire couler le sang n'ont pu l'empêcher...

— Vous pensez, je suppose, à Jaruzelski dont c'est l'un des principaux arguments ?

— Oui. Or, l'instauration d'un état d'exception implique malheureusement ce genre de résultats. Ces derniers jours, cette logique de la répression n'a fait que se développer. Nous atteignons un nombre considérable d'arrestations. Et on compte les morts par dizaines, sinon par centaines. Il est donc nécessaire, surtout pour un militants d'organisation syndicale, de condamner la privation des libertés.


Pascal Lebrun

Gérard Gaumé .

— A votre avis, pourquoi le Bureau confédéral de la C.g.t. ne procède-t-il pas à cette condamnation ?

— Il est toujours très difficile d'expliquer des raisons que l'on ne partage pas. Il y a sans doute l'idée que dans la situation catastrophique réelle de la Pologne, l'état d'exception était la seule solution et pouvait permettre de reprendre le renouveau dans de meilleures conditions. Pour qui d'ailleurs ?

C'est un raisonnement dangereux. Il conduit inmanquablement à la répression comme on le voit maintenant. Il justifie tous les excès.

Comment penser que la démocratie pourra renaître sans blessures des cendres des libertés brûlées ? Les travailleurs polo-

(suite en page 8)



LA C.G.T. ET LES PAYS DE L'EST

Trente-trois ans de prises de position ou l'art de ne rien apprendre de l'Histoire

PAR MICHELE KESPI

POUR la huitième fois depuis 1948, la C.g.t. doit prendre position face à une crise dans un pays de l'Est. Il est intéressant de voir quelles furent ses réactions à chacune de ces occasions.

— LE COUP DE PRAGUE. « La tranquille décision du peuple tchécoslovaque de se donner un gouvernement progressiste n'a pas fini de faire hurler de dépit les marshaliens de tout acabit. » (« le Peuple », 4-11 mars 1948). « La réaction tchécoslovaque avait repris des forces au cours de ces trois dernières années... la voie qui mène d'une allure à la fois calme et rapide au socialisme se trouve débarrassée des pièges et des décombres de l'ancien monde... » (« le Peuple », 18-25 mars 1948). Le problème tchèque ne sera évoqué que dans ces deux numéros du « Peuple ». La C.g.t. ne reviendra plus sur la question.

— LA RUPTURE AVEC TITO. Henri Krasucki écrit dans « le Peuple » daté du 7 au 14 juin 1950 un article intitulé « Ça sent le roussi », où l'on peut lire : « Tito, le fasciste, le policier, le traitre au socialisme est le protégé, le valet des impérialistes américains. Il participe à leur politique de préparation à la guerre. Il transforme la Yougoslavie en plateforme d'agression contre l'U.r.s.s. et les démocraties populaires... »

— LA REVOLTE DE BERLIN-EST. « Le putsch fasciste de Berlin, fomenté par les agents secrets des puissances occidentales, et réalisé par la tourbe hitlérienne entretenue par l'Allemagne de l'Ouest et par ses résidus dans l'Allemagne de l'Est, souligne de terrible façon que les fauteurs de guerre veulent à tout prix empêcher la détente internationale, et l'unification d'une Allemagne démocratique et pacifique. » (« le Peuple », 1er juillet 1953).

— LA POLOGNE, DEJA. Varsovie et le jeudi noir de Poznan. « ...à Poznan, le 27 juin, des provocateurs solidement organisés ont pu profiter d'une situation encore difficile — bien qu'en amélioration constante — et du mécontentement justifié d'une partie de la population de cette ville, pour faire couler le sang et pour tenter de mettre en échec l'application du plan quinquennal, dont la réalisation doit permettre une nouvelle et importante étape dans la voie du bien-être et de la consolidation de la paix. » (« le Peuple », 1er octobre 1956). C'est la seule allusion à la révolution polonaise que l'on trouve dans « le Peuple. »

— L'ECRASEMENT DE L'INSURRECTION EN HONGRIE. Pas d'unanimisme à ce moment où le drame hongrois divise la C.g.t. Le bureau confédéral publie, le 13 novembre 1956, un texte prudent : « Notre rôle et notre devoir est de conserver à la C.g.t. son caractère d'organisation ouverte à tous les salariés... » Lors du Comité confédéral qui suivra, les différentes tendances s'exprimeront. Un délégué du Livre dira : « Il nous est difficile de penser que cette insurrection n'était que le fait des fascistes quand on sait avec quelle opiniâtreté les travailleurs ont continué la grève générale. » Tandis qu'un représentant de la fédération du sous-sol déclarera : « Nombreux sont les mineurs qui se demandent avec inquiétude : nos camarades hongrois vont-ils revenir à l'esclavage d'avant la libération par les troupes soviétiques... ? » Enfin, on en arrivera à la thèse officielle de la C.g.t. : « Il ne s'agit pas d'une révolution, mais d'une contre-révolution... » (« le Peuple, » 15 mars 1957).

— LE PRINTEMPS DE PRAGUE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. « Les travailleurs français ne peuvent que déplorer l'actuelle intervention militaire en Tchécoslovaquie. Dans ces circonstances, le Bureau de la C.g.t. souhaite que, dans les plus brefs délais, le peuple tchécoslovaque puisse se déterminer en toute indépendance » (communiqué du 21 août 1968). Deux jours plus tard, un autre communiqué « met en garde tous les militants de la C.g.t. contre les tentatives qui se font jour en vue d'organiser des manifestations de caractère antisoviétique et anticommuniste, sous couvert des événements de Tchécoslovaquie. »

— L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN. En fonction de ses principes de classe et de solidarité internationale, « la commission exécutive apprécie et suivra avec la plus grande attention l'évolution de la situation en Afghanistan, et souhaite que le peuple afghan puisse se déterminer en toute indépendance. » (communiqué du 9 janvier 1980 — sur les 94 membres de la commission exécutive, on enregistre 11 abstentions et 5 votes contre).

— LA POLOGNE. Après les accords de Gdansk. « Les syndicats polonais disposent désormais de moyens supérieurs de participation à la solution des problèmes économiques que la Pologne doit résoudre... » (1er septembre 1980). La suite des réactions cégétistes aux événements polonais fait partie de l'actualité.



(suite de la page 7)

nais n'auront-ils pas, quelle que soit l'issue de la crise, cette épée de Damoclès au-dessus de leurs têtes ? Peut-il y avoir une démocratie dans la crainte ?

Il faudrait aussi s'interroger sur les causes du marasme économique et politique de la Pologne. Or, de mon point de vue, le pouvoir politique, sa principale composante, le Poup, n'a pas su assumer son rôle, faire face à la crise économique et a cherché à corseter le nécessaire processus de renouveau démocratique.

— Neuf membres de la Commission exécutive, par exemple, ont appelé à l'arrêt de travail du 21 décembre. On a vu, dans les manifestations, des banderolles de la C.g.t. Votre analyse est donc partagée, avec des nuances peut-être, par un certain nombre de militants cégétistes ?

— De façon très générale, la réaction des organisations de la C.g.t. est de manifester leur inquiétude, et leur condamnation de ce qui se passe en Pologne. C'est la principale caractéristique.

Cela s'exprime de différentes manières : votes de motions, déclarations réclamant la libération des syndicalistes et le rétablissement des libertés. Quelquefois, participation à des initiatives d'action. En tout cas, une volonté d'exprimer et de manifester leur solidarité à la classe ouvrière polonaise.

Je ne retrouve pas tout cet ensemble que je partage dans la position actuelle du Bureau confédéral. Il y a donc un décalage implicitement, quelquefois explicitement, exprimé.

— Pour vous, quelle est l'urgence ?

— Les pouvoirs politiques polonais demandent à renouer le dialogue. C'est souhaitable, bien entendu. Mais cela ne va pas sans condition : la première consiste à libérer leurs principaux interlocuteurs. On ne peut pas négocier avec, d'un côté, des gens qui sont derrière un fusil et, de l'autre, ceux qui sont derrière des bareaux ! Il faut donc libérer les emprisonnés et rétablir les libertés publiques et syndicales si l'on veut rouvrir le dialogue.

— Croyez-vous à cette possibilité ?

— Personne, actuellement, ne peut prévoir ce qui va se passer. Mais une chose est certaine : si le pouvoir politique militaire en place ne sent pas monter des pays proches une expression de réprobation, il se sentira conforté dans sa position. Cela ne peut que l'encourager à poursuivre dans cette voie inacceptable de la répression.

— Vous, et ceux qui partagent votre avis sur la Pologne, êtes-vous en mesure de faire changer d'avis la direction de la C.g.t. ?

— Les militants de la C.g.t. doivent être les plus ardents à exprimer partout leur solidarité envers les travailleurs polonais, leur volonté de les aider dans leur lutte pour leurs exigences démocratiques. C'est cela qui est le plus important : nos camarades polonais.

C'est aussi certainement la meilleure façon de faire entendre ainsi sa voix dans la C.g.t. Je souhaite que cela soit suffisamment fort pour se répercuter dans la position de la direction de la C.g.t.

— Un certain nombre de militants n'ont-ils pas été surpris, révoltés, par les prises de position de la C.g.t. ? N'ont-ils pas envie de démissionner ?

— Surtout pas. La C.g.t. est bien l'organisation syndicale qui défend le mieux les travailleurs. Le moment n'est pas d'affaiblir la C.g.t., ni de la déserter, mais de la renforcer. En l'occurrence, il est important que chacun reste, pour manifester ses exigences, et sa solidarité aux travailleurs polonais.

— Vous lancez donc un double appel ? Un appel aux militants cégétistes pour qu'ils restent à la C.g.t. Et un appel à manifester leur solidarité avec le peuple polonais ?

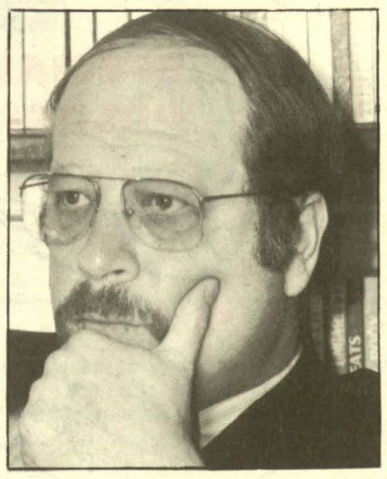
— Oui. C'est la manière la plus responsable d'imposer un coup d'arrêt à la répression en Pologne. Le peuple polonais veut vivre dans la liberté. Ses travailleurs ont montré un courage admirable pour conquérir des droits fondamentaux. Il est inacceptable que l'on attaque cette classe ouvrière, que l'on veuille décimer l'organisation syndicale Solidarité largement majoritaire quelle s'est donnée. Pour nous, les atteintes aux libertés en Pologne sont inadmissibles. Que sa classe ouvrière et sa principale organisation syndicale soient attaquées est doublement inadmissible.

(propos recueillis par MICHELE KESPI)



La chronique littéraire de Claude Glayman

Refusons aussi le Yalta culturel



A l'heure où paraîtra cette chronique quel sera le sort de la Pologne ? Même si ce destin est devenu tragédie je ne pense pas qu'il y ait quelque indécence à célébrer la culture polonaise. Non pas que j'abonde dans les raisonnements qui affirment que l'esprit demeure, même au-dessus des ruines et par-delà les massacres et les chaînes. Bifteck d'abord affirmait Brecht ! Certes, et quand la mort, le froid et la faim vous tiennent, qu'importe les livres et la culture ! Mais attention aux morales, qui, tout compte fait, s'appuient sur des autodafés symboliques et abstraits.

La culture est une grande forme de résistance. Elle indique le désir de vivre, de survivre, des peuples. Les grandes cultures, celles qui traversent les temps, sont celles qui, d'une manière ou d'une autre, traduisent l'engagement de ceux qui les ont véhiculées. Ironie noire de critique, avant que ne surviennent les événements de Pologne, je m'étais proposé de consacrer cet article à quelques écrivains « austro-hongrois », autrichiens, Stefan Zweig, pour ne pas le nommer, auquel j'avais associé Elias Canetti (Prix Nobel 1981), Robert Musil, Arthur Schnitzler, etc. Une certaine actualité professionnelle m'avait fait revenir à ces noms-là, volontiers oubliés et pourtant vigies constantes qui dominent et éclairent la création romanesque et intellectuelle du XXe siècle. Je me préparais à récriminer une nouvelle fois contre nos mœurs éditoriales... tellement hexagonales et si peu orientées vers ce cœur de l'Europe qui, comme cela l'indique, en est le centre.

On entend ici ou là protester contre un prétendu anti-américanisme ambiant. Vos interlocuteurs se rient des quotas que l'on désire accorder à la chanson fraçaise ; vont, dénonçant je ne sais quel chauvinisme culturel, et font carrément la moue si vous leur annoncez la programmation à la télé de films en provenance de pays de l'Est. Et pourtant je donnerais volontiers Scorcese contre Wajda, Coppola contre Jancso, etc. J'assurerais surtout que nous sommes sourds à l'un des plus grands courants intellectuels du siècle qui a fertilisé ce qu'on appellerait tout à la fois la « Mittel Europa », l'Europe slave, ou les pays de l'Est.

Parce que, l'Autriche exceptée, tous ces pays connaissent des régimes politiques sinistres, on veut croire qu'il n'y existe pas d'autres écrivains ou artistes dignes de ce nom que ceux qui ont puisé leur capacité de « dire non » dans la contestation. La dissidence est exemplaire, elle a produit des auteurs remarquables qui nous narguent dans notre confort intellectuel et marchand mais elle ne saurait résumer à elle seule l'art de nations profondément enracinées dans l'histoire et la géographie. Comme nous avons besoin d'armes critiques contre le totalitarisme (ce qui est légitime) nous avons oublié que l'Est est riche d'une culture traditionnelle et souveraine. Toutes proportions gardées nous méprisons ces « petits peuples » comme le fait le « grand frère russe » ! D'accord pour saluer le dissident qui nous sert immédiatement dans notre combat politique mais fine bouche devant la poésie et la fiction d'artistes inconnus au hit-parade, ignorés des mass-médias et, confions-le, peu rentables en termes de vente.

Notre inculture occidentalo-centriste rejoint ici l'obscurantisme soviétique. Il y a aussi un partage de Yalta des cultures, et exit les minoritaires. Or, comme chacun devrait le savoir, les minoritaires sont les plus talentueux de la tribu. Si le Vatican ne peut guère aligner de « divisions », il n'en est pas de même du côté de ses créateurs.

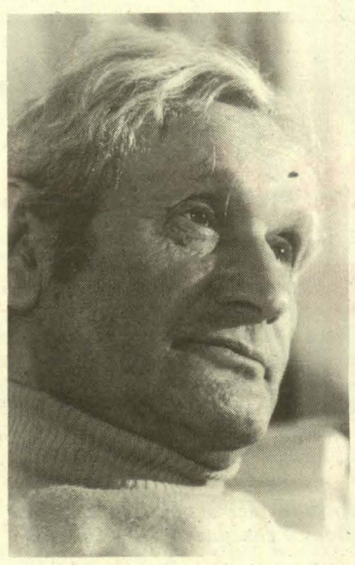
Il faut une maison d'édition aussi marginale que « l'Age d'Homme » pour oser mettre sur le marché une « Anthologie de la poésie polonaise » (avec Constantin Jelinski comme maître d'œuvre) ! Hormis, éventuellement, Adam Mickiewicz — héraut du XIXe siècle — et Ceslaw Milosz — prix Nobel 1980 — qui d'entre nous a la moindre familiarité avec ces dizaines et dizaines de poètes ?

Les Polonais c'est tout juste bons à être papes ou victimes mais point écrivains. Qui d'entre nous peut se flatter d'avoir lu l'œuvre d'Adolf Rudnicki, d'une finesse exemplaire, et presque entièrement publiée chez Gallimard (dont les admirables « Fenêtres d' or » sorties en Folio) ? Rudnicki appartient à une catégorie en voie d'extinction, il est juif polonais (comme l'était Pierre Goldmann) et il nous suffit d'avoir entendu sa petite voix ironique et douce quelques instants pour comprendre la scène polonaise qui se subdivise en autant de petites scénettes ! Une Pologne cruelle, intime, et, face à la Patrie, la souffrance de l'exclu. Quant à Andrzej Kusniewicz, avouez, ce nom ne vous dit rien du tout. Albin Michel a publié de lui trois traductions dont « le Roi des Deux Siècles », la première, est tout simplement un chef-d'œuvre. Thèmes à la Musil, à la Schnitzler, teintés, si je peux m'exprimer ainsi, de freudisme inconscient et d'une construction romanesque qui ne cache pas sa dette à l'égard du « nouveau roman ». Il y a là une majesté, une élégance, une noblesse qui font songer à Witold Gombrowicz et qui semblent cousiner en baroquisme avec Borges et Nabokov. Densité d'une époque révolue et où perce une nostalgie, comme si l'on savait tout à la fois que le faste de l'empire (austro-hongrois) était périmé, dénué de sens, mais que l'avenir — c'est-à-dire le présent de cette région du monde — serait toujours rayé, rendu impossible par les forces supérieures d'une Histoire coincée.

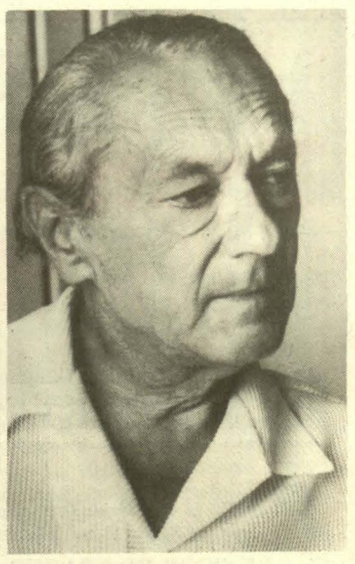
Regardez ce qu'est devenu le pédagogue Janusz Korczak, haute figure de l'invention et de l'avant-garde. Il mourut à Treblinka en 1942 où les nazis l'avaient déporté avec les petites têtes de l'orphelinat qu'il dirigeait à Varsovie selon les méthodes originales dont on discute toujours dans les milieux éducatifs. Si vous m'en croyez, lisez à votre (vos) enfant(s) « la Gloire de Korczak » (paru dans l'excellente collection du Père Castor chez Flammarion). L'apprentissage de la vie par une poignée de gosses misérables y est montré avec un naturel aussi poignant qu'éloquent. C'est ainsi qu'on a vécu en Pologne... et qu'on y vivait peut-être encore il y a peu.

Achèverais-je ce modeste tour d'horizon en rappelant la parution il y a quelques mois d'un bref ouvrage consacré à « la Musique polonaise » et à Witold Lutoslawski (chez Stock-Musique). Lutoslawski, interdit de musique pendant la guerre (les Polonais formaient une race toute secondaire aux yeux des Aryiens que l'on sait), s'exerçant au piano en accompagnant des artistes de cabaret du temps où Varsovie résonnait sous la botte d'Hitler. Ensuite il est devenu pour la Pologne à la fois Boulez, Cage, et Dutilleux, et surtout lui-même. Artiste d'une prolixité et d'une rigueur exemplaires, où est-il dans la tourmente d'aujourd'hui ?

L'ordre régnera à Varsovie mais dans l'esprit des Polonais régnera le désordre de leurs talents, de leur courage, de leur puissance éthique. Zweig, dont j'aurais aimé parler cette semaine — pour souligner en particulier les qualités de son extraordinaire Nietzche — écrivit un « Adieu à l'Europe » en 1943 lorsqu'il se suicida au Brésil avec sa seconde femme. La Pologne, comme tous ces peuples que nous, Occidentaux, ignorons avec superbe, constitue bel et bien l'Europe. Et c'est l'Europe qu'on assassine là-bas, cela affirmé sans oublier le moins du monde que l'Europe ne saurait être identifiée à l'univers. Il me semble que nous laisserons moins filer l'Europe entre nos mains si nous écoutons les voix qui se sont exprimées là-bas, en dehors du contexte latin ou anglo-saxon. Puisque nous ne pouvons pas grand-chose pour les Polonais en termes de géo-politique, montrons-leur que nous entendons leur culture, leurs formes d'expression. La solidarité implique le recul de l'ignorance.


Adolf Rudnicki.


Ceslaw Milosz.


Andrzej Kusniewicz.

Politique au jour le jour

L'embarras des neuf « Sages »

Le Conseil constitutionnel est donc saisi par les parlementaires de l'opposition de deux recours, l'un contre la loi sur les nationalisations, l'autre contre la loi de finances pour 1982 et plus précisément la création d'un impôt sur la fortune. Disposant d'un mois pour rendre leur verdict, les neuf « sages » du Palais-Royal sont aujourd'hui dans un grand embarras. Leur origine politique et sociale — tous sont l'émanation de l'ancienne majorité — ne les porte guère à approuver les réformes mises en œuvre par la majorité de gauche. Mais ils n'ont pas à juger politiquement. Leur compétence se borne à dire si les textes de loi sont conformes ou non à la Constitution. Certes, il se trouve des juristes pour affirmer (encore dans « le Figaro » de mardi) que les nationalisations seraient inconstitutionnelles pour atteinte à la propriété privée, à l'égalité et au droit international ! Mais il est douteux que l'assemblée présidée par l'ancien ministre gaulliste Roger Frey s'engage dans une voie aussi partisane au bout de laquelle elle ne trouverait que son propre discrédit. Il faut plutôt s'attendre à ce qu'elle fasse porter sa critique sur les indemnisations ou tout au moins qu'elle s'efforce, par le rejet de tel ou tel article, de retarder la promulgation de la loi. Plusieurs membres du Conseil ne sont pas disposés à aller au-delà et à créer une situation de conflit avec le Pouvoir qui pourrait être lourde de conséquences dans la mesure où l'opinion comprendrait mal que les changements voulus par la majorité qui a voté à gauche en mai et juin derniers soient bloqués par des artifices de procédure. Nous saurons avant un mois ce qu'il en est.

A.V.

Procès de Broglie : la boucle est bouclée

A l'issue d'une instruction à rebondissements et d'un procès marathon, l'affaire de Broglie arrive à sa clôture judiciaire. Comme nous le redoutions, de nombreuses zones d'ombre continuent d'obscurcir ce scandale qui entache à jamais le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Si la justice n'en sort pas intacte, la police aura fait preuve, jusqu'au bout, d'un esprit de corps exécrable. Comment, dans ces conditions, la vérité eût-elle été au rendez-vous ?

Après l'interrogatoire des accusés et avant d'entamer l'audition des 175 témoins, le président de la cour d'assises, André Giresse, avait fait une déclaration à sensation sur l'attitude de la police et de Michel Poniatowski dans cette affaire. Une fois à la barre, les uns et les autres ont repris l'explication archi-connue selon laquelle les informations sur le projet de meurtre du prince de Broglie, considérées comme fantaisistes, n'auraient été transmises avant le crime ni par écrit ni oralement aux supérieurs de Jean Ducret, alors patron de la P.j. parisienne. Aujourd'hui retraité, Jean Ducret a suffisamment gardé l'esprit maison pour tout prendre sur lui. Quant à la dissimulation des rapports de l'inspecteur Roux au juge d'instruction, il faudra se contenter de la thèse des enquêteurs qui prétendent avoir voulu protéger l'indicateur Albert Leyris tout en sachant que le juge d'instruction Guy Floch s'était procuré par lui-même ces éléments essentiels. La conspiration policière du silence, censée ne s'expliquer que par la volonté de protéger Leyris et de dissimuler « l'erreur d'appréciation » initiale du Quai des Orfèvres, n'aurait-elle pas dû entraîner, au moins, la sanction des intéressés ?

Dans son réquisitoire, l'avocat général Marcel Dorwling-Carter a admis qu'il y avait eu des carences policières. Ecartant l'hypothèse d'une connivence, il a ajouté : « Il est vrai que M. Ducret a pu renseigner sa hiérarchie mais jusqu'à quel niveau : le cabinet du préfet, le directeur de la police national, le ministre ? Mon opinion personnelle me conduit à penser que M. Ducret a sans doute rendu compte. » Broutilles, semble-t-il, puisque la justice saisie par les avocats de Pierre de Varga après que le « Canard enchaîné » eut publié les rapports de la 10e brigade territoriale n'a manifesté aucun souci de se prononcer sur ce point ni de sanctionner, éventuellement, les responsables.

Les réquisitions de l'avocat général et la plaidoierie de Me François Gibault, avocat de la famille de Broglie, ont été centrées sur le mobile de la Reine Pédauque. On en revient ainsi à la thèse avancée par Michel Poniatowski, cinq jours après le meurtre. Après le long détour peu instructif de la cour d'assises par le dédale des activités obscures du Prince et après le pénible spectacle du ballet des enquêteurs devant les jurés, la boucle est ainsi bouclée. Finalement, seule la manière dont la presse a rendu compte de ce procès a tranché sur ce qui se serait produit si, le 10 mai, les anciens amis du prince de Broglie l'avaient emporté.

P.L.

Les petits caddies font les bons amis...

Il était une fois à Villeneuve-d'Ascq.. des caddies abandonnés, bien loin de leur supermarché natal. Comme la ville (nouvelle) était piétonne, les habitants avaient l'habitude de trimbaler leurs emplettes jusqu'à leur domicile. Et les caddies s'accumulaient çà et là, au hasard des rues. La direction du supermarché trouvait bien superflu d'engager un préposé chargé de récupérer les caddies baladeurs... Un beau jour, la municipalité (socialiste) de Villeneuve-d'Ascq décida de ramasser ces épaves de la société de consommation promues éléments (peu décoratifs) du mobilier urbain. Il y en eut bientôt sept cents... Alors, la direction du supermarché vint à réclamer qu'on les lui rendît. « Que ne les ramassiez-vous par vos propres moyens, déclara Gérard Caudron, le maire, un rien goguenard... Si vous les voulez, vous paierez une taxe de 10 F par caddy... » Ainsi fut fait. Et le produit de la taxe (7 000 F) fut alloué au bureau d'aide sociale de la ville. « De cette manière, explique Jean-Michel Stievenard, premier adjoint, les exclus de la société de consommation auront leur petite part des bénéfices du supermarché ! » C'est la morale de ce conte de Noël où l'on vit les caddies des riches se métamorphoser en cadeaux pour les pauvres...

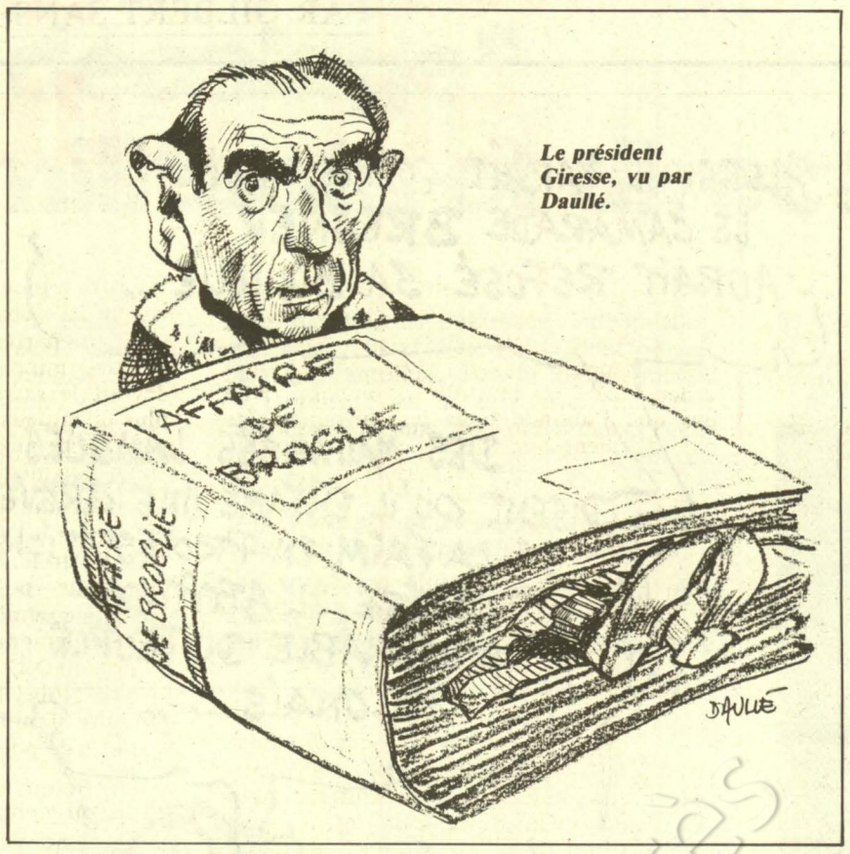
MARIE-JOSE BERNARDOT

Les fraudeurs épinglés

Noël est la saison des cadeaux et des agapes : ce n'est pas une raison pour acheter les yeux fermés. Catherine Lalumière, ministre de la Consommation, vient de rendre public les résultats d'enquêtes réalisées par le service de la Répression des fraudes et le service des Instruments de mesure entre juin et décembre 1981. Cibles d'actualité : les jouets et l'alimentation, en particulier les produits de fin d'année et les restaurants. Rayon jouets, la situation est meilleure que l'an dernier. Il y a nettement moins de jouets non conformes aux normes techniques et donc dangereux (6 % tout de même). Les jouets électriques sont en tête des risques d'accidents (mais aussi les objets à bord coupant métalliques, les miroirs, etc.). En revanche, la non-conformité au marquage reste monnaie courante : ce qu'il y a à l'intérieur de la boîte ne correspond pas toujours à la présentation extérieure... En six mois, l'administration a demandé onze arrêts de fabrication et a fait retirer de la vente 500 fers à repasser jouets électriques et 600 autres jouets... Le bilan des contrôles dans l'alimentation et la restauration est plus alarmant dans la mesure où les contrôles effectués ne constituent qu'un aperçu obtenu au hasard des sondages. Ces incursions dans les cuisines ne sont guère alléchantes : plusieurs restaurants dans trois stations de sports d'hiver manquent aux règles les plus élémentaires de l'hygiène. A Flaine par exemple, le service de la Répression des fraudes a saisi 34 kg de viande avariée dans le réfrigérateur d'un restaurant. Tout le reste était à l'avenant : résidus de canard à l'orange, jambonneaux, côtes de porc, merguez — toutes les provisions destinées à être servies étaient corrompues ! Ailleurs, ce sont des truites italiennes vendues sous la mention « Bretagne », des foies gras mal étiquetés, des poissons avariés (dans un libre-service de Cluses), ou encore, dans une fromagerie de la Drôme, des souris et des excréments dans les fromages en préparation ! Un bon conseil : ne pas hésiter à humer discrètement le contenu de votre assiette au restaurant (cela peut éviter des intoxications). Toutes les infractions qui ont été relevées ont bien sûr donné lieu à des retraits de marchandises assorties d'amendes.

A la demande du ministère de la Consommation, les stations de sports d'hiver restent sous surveillance : les contrôles portent notamment sur la conformité des prestations fournies par rapport aux dépliants publicitaires. Les résultats seront connus début février. Gageons qu'il y aura aussi quelques surprises !

M.-J.B.



Le président Giresse, vu par Daullé.

Trahi par le baromètre

Le « Quotidien de Paris » n'a pas de chance ! Jour après jour, son directeur et ses éditorialistes s'acharnent à dénoncer la nocivité de la politique gouvernementale dans tous les domaines et à affirmer que les Français sont de plus en plus nombreux à se détourner de celle-ci. Or voici que cette semaine, ce journal publie lui-même un sondage — baromètre mensuel Indice-Opinion — qui démontre précisément le contraire, à savoir que les Français sont plutôt moins inquiets qu'il y a un mois, qu'ils sont plus nombreux à penser que la situation économique et celle de l'emploi vont s'améliorer et que, tout compte fait, ils sont en décembre — le sondage a été réalisé entre le 10 et le 12 — 63 % à faire confiance au gouvernement contre 59 % en novembre. Du coup, la « cote » de François Mitterrand remonte de 3 points (62 % au lieu de 59 %), celle de Pierre Mauroy de 2, tandis qu'après ces deux derniers et Michel Rocard, Lionel Jospin arrive désormais en quatrième position. La plupart des ministres sont en hausse — y compris les communistes — tandis qu'à l'exception de Jacques Chirac les leaders de l'opposition restent à un niveau très médiocre. « Un certain regain de confiance, mais... » titre le journal de Philippe Tesson,... en page 14, alors que le sondage de novembre occupait toute la première page et était titré « Les Français de plus en plus inquiets ! »

Quant au commentaire qui accompagne ce « baromètre » de décembre, il vaut d'être cité : « Les résultats, y lit-on, ne manquent pas de surprendre dans la mesure où tout pouvoir subit inévitablement une érosion. » « Qu'est-ce qui a pu se passer ? », demande le « Quotidien » fort embarrassé : « On s'interroge sans trouver de réponses évidentes. » L'une d'elles, selon le journal, serait le bon impact de l'intervention télévisée de François Mitterrand pour laquelle le « Quotidien » n'avait pourtant eu que sarcasmes. « D'autres éléments peuvent s'ajouter à ce retournement de l'opinion publique : les signes d'une reprise économique et le fait que les prix ne s'envolent pas plus haut que sous Raymond Barre. » Tiens, tiens ! Il y aurait donc reprise et arrêt de l'inflation ? C'est bien la première fois que les lecteurs du « Quotidien de Paris » prendront connaissance de ces deux importantes informations.

Restent les événements de Pologne qui sont intervenus après le sondage. « Ils risquent de bouleverser ces données » suggère le commentateur du « Quotidien » qui, pourtant, ajoute aussitôt : « ... pas forcément au détriment du pouvoir en place autour duquel les Français, par réflexe, pourraient éprouver le besoin de se serrer ». Décidément, l'opposition, ça ne paie plus !

A.V.

DIPAPACÉQUOI

Le courage des autres



par Piem

LES Chiracomanes, tonitruant, faisaient les matamores. La misère d'un peuple avivait leurs nobles sentiments.

Ils avaient donc décidé de monter aux créneaux, ils voulaient en découdre, quitte à pétainiser un jour si le sort des armes leur devenait défavorable.

N'écoutant que son courage, cette frange éternelle avait à la hâte rassemblé sa famille et empilé dans la Mercedes les armes de la résistance. Brandissant passe-montagne et gants fourrés, vison de combat et sac en croco, ils abandonnent en foule leurs citadines demeures pour se rendre, en masse, aux avant-postes du combat.

Le rimel entraîné par des torrents de larmes maculait les beaux visages au lifting, mais qu'importe, ils étaient à eux seuls l'image de la vraie France et le temps des salonardises était passé. Les beaux ongles effilés se casseront peut-être sur le dur acier des armes, le froid de l'hiver fera éclater quelques gerçures aux commissures des lèvres purpurines qui crient vengeance. Tant pis !

Le chiracisme fait entendre Savoie. Sonnez clairons, tambour battant, il faut sauver la Pologne.

Ah ! quel mépris a-t-il de lui-même, l'impuissant qui assiste, peureux, à cet élan de force et de courage ! Honte sur lui qui reste tapi dans son angoisse, alors que nos héros s'élèvent vers les sommets du sacrifice ; ils sont bien remontés, remontées mécaniques valables pour les trois vallées de larmes.

Le cortège s'ébranle, les trains d'abord sont pris d'assaut au cours d'un combat mémorable. De nuit, de jour l'armée des braves s'avance. Bientôt l'écho de leur courage se répercute à travers monts et vallées blanches, puis les voilà enfin sur le lieu du combat.

On allume à la hâte quelques feux dans des bivouacs trois étoiles, la nuit sera courte et nos héros s'endorment d'un sommeil agité, les plus âgés prêts à vendre chèrement leurs peaux de phoque.

Demain sonnera l'heure !

Mais voilà que le soleil ose rosir les cimes. Ils sont déjà debout, arme aux pieds. Hissée, tirée par son sens inné du devoir, l'armée de la bonne conscience s'élève.

Au sommet ils sont à pied d'œuvre. Certains s'attaquent à la verte, d'autres à la jaune, des corps tombent pour se relever bien vite et ceux, hélas !, qui restent au sol sont aussitôt remplacés par d'autres combattants.

Les tires-fesses tricolores alimentent ce charnier.

Qu'ils sont beaux ces visages de sacrifiés, bronzés par l'effort et la lutte alors que le soleil en son zénith brûle leur sensible épiderme.

Les bennes sans relâche montent les soldats du sacrifice, croisant les blessés descendus par traîneau et dont le nombre augmente d'heure en heure.

Quelle leçon ! sonnez clairons. Un groupe de volontaires attaquent la rouge aux accents de la Marseillaise. Un homme jeune, presque un enfant, fonce le premier ; il disparaît dans la poudreuse. Son exemple entraîne la foule. Le XVIe arrondissement de skieur de piste attaque la descente.

Sur la terrasse, une femme, une mère sans doute, pleure sur ses toasts beurrés.

Le soleil poursuit sa course. La bataille fait rage. A cinq heures la rouge est vaincue.

Alors le général Zapreski, décoré du chamois d'or, parcourt d'un regard plein de mâle fierté la ligne bleue des Alpes. Il sait que cette glorieuse page d'histoire sera pour toujours racontée au petit peuple qui, sans courage, croupit dans la turpitude de ses chaumières.

Le père referma ce beau livre d'histoire. L'enfant qui l'avait écouté avec attention lui demanda : « Dipapac'estquoi le courage par personne interposée ? je ne comprends pas. »

Il n'y eut pas de réponse. L'héroïsme gratuit cloue toujours le bec des papas incompris. ●

Politique internationale au fil des jours

PAR GILBERT SANS

Onu : c'est le Pérou !

Le nouveau secrétaire général de l'Onu — Perez de Cuellar — a été élu, par surprise et non sans mal, lors de la 36e session de la haute assemblée. Il est vrai que pour parvenir à ce poste, la route n'a jamais été facile. Au parlement onusien, il convient non seulement d'emporter la sympathie — et les votes — d'une majorité des délégations composant l'Assemblée générale, mais aussi — suprême écueil : Kurt Waldheim en sait maintenant quelque chose — ne pas se heurter au droit de veto de l'une des cinq grandes puissances à qui il est reconnu.

La Chine ayant dit non — seize fois — à la candidature Waldheim (soupçonné d'être trop favorable à Moscou) et les Etats-Unis s'opposant résolument à celle de Salim Ahmed Salim, soutenu, lui, par plusieurs pays progressistes du tiers monde, il ne restait plus à l'Assemblée qu'à rechercher l'outsider. Ce fut le diplomate péruvien Perez de Cuellar.

L'élection difficile du nouveau secrétaire général ne représente une victoire des pays du tiers monde qu'à titre symbolique. M. Perez de Cuellar semble davantage présenter l'image d'un homme de conciliation permanente que celle d'un homme de terrain. Et au-delà des frontières entre le Nord et le Sud rien ne ressemble plus à un diplomate qu'une autre diplomate. Mais peut-être le tiers monde a-t-il d'abord et surtout besoin de symboles...

Après tant de difficultés électives M. Perez de Cuellar aura du mal à imposer sa propre voix face à celles des cinq grands. L'unité du tiers monde n'a pu se faire autour d'un seul et unique candidat. Pourtant, elle serait sans doute la seule possibilité politique de limiter la domination soviéto-américaine sur la « machine » internationale.

La 36e session de l'Onu vient de s'achever. On n'y a pas parlé de la Pologne...



Suicide d'un stalinien

Le suicide de Mehmet Chehu annoncé par Tirana comme étant survenu « dans un moment de dépression nerveuse » a surpris nombre d'observateurs.

Mehmet Chehu, 68 ans, incontestable numéro 2 du régime albanais au côté de son ami Enver Hodja, était l'authentique représentant et gardien de la vieille garde stalinienne. Militaire de formation, il avait combattu en Espagne dans les Brigades internationales avant d'être interné en France — pays qu'il aimait bien — de 1939 à 1942. Après la guerre, itinéraire classique : académie militaire à Moscou, puis chef de la police et ministre de l'Intérieur de son pays. C'est le temps des grandes purges. L'appareil stalinien, partout, s'installe aux postes de commande. Il sera Premier ministre de 1954 jusqu'à sa mort : bel exemple de longévité politique. Fidèle parmi les fidèles, il sera de toutes les amitiés et de toutes les ruptures : avec l'U.r.s.s. comme avec la Chine. Question sans réponse : qu'est-ce qui peut pousser au suicide, au soir de sa vie, un vieux dirigeant albanais ô combien aguerri, sachant le peu de goût du régime et de sa morale sociale pour l'angoisse existentielle où l'interrogation sartrienne ? Et surtout quelles seront les conséquences politiques internes de cette disparition ? Faut-il s'attendre, malgré le peu d'informations dont on dispose habituellement sur ce pays, à une guerre pour la succession ?

Le visage austère, (1) et isolé, de l'Albanie d'Enver Hodja n'est pas — avouons-le — sans intriguer, voire inquiéter, les regards occidentaux. Ce petit pays n'est pourtant ni sans charme ni sans mérite. A défaut de mieux connaître la situation des droits de l'homme qui y prévaut, on ne pourra s'empêcher de remarquer, après les ruptures cinglantes avec les « révisionnistes » de Moscou et de Pékin, la constance avec laquelle sont affirmés l'identité nationale et le refus de toute ingérence étrangère ; tout comme la volonté farouche de parvenir, sans aucune aide étrangère, à l'autosubsistance économique et alimentaire, au prix d'un culte effréné du travail.

L'Albanie et son peuple gagneraient a être mieux connus ; et les frontières à être plus ouvertes...

(1) *Les sympathiques touristes de gauche occidentaux, à qui on offrait une coupe gratuite de cheveux, en savent quelque chose...*

Le docteur fou de l'Italie

« Bourreau de l'Otan... Prison du peuple... Procès du prolétariat... » L'Italie subit à nouveau le rythme inquiétant des communiqués maladifs des Brigades rouges : marxisme primaire, scolaire.... savante (trop ?) progression dramatique. Le comportement des B.r. ne varie pas. Ce qui a varié c'est, d'abord, par comparaison avec la situation prévalant il y a seulement quelques petites années, l'absence de la plus minime adhésion populaire à sa cause. Ensuite, bien sûr, la cible visée...

Pour la première fois les terroristes — les guillemets seraient ici superflus — s'attaquent frontalement à l'armée américaine. En enlevant le général James Dozier, chargé de la logistique et de l'administration des forces terrestres de l'Otan en Europe du Sud, les B.r. effectuent, en effet, un saut « qualitatif ». Plus crûment que jamais, les mêmes questions se posent : qui sont réellement les Brigades rouges ? Que recherchent-elles ?

L'Etat italien est plus que fragile. Certains services de sécurité ou spécialisés sont vraisemblablement gangrenés par le fascisme. La Démocratie chrétienne ne joue plus qu'avec difficulté son rôle moral et social, ses notables sont de plus en plus contestés pour leur comportement : un an après le tremblement de terre dans le Sud, les pauvres y sont plus pauvres et les riches se sont enrichis... L'Italie est malade. Les B.r. jouent le rôle du docteur fou.

Selon un hebdomadaire romain plus de 2 000 agents secrets seraient aujourd'hui en poste dans la capitale italienne. Et l'enlèvement d'un général américain de l'Otan suit, curieusement, la vague pacifiste qui a récemment déferlé sur plusieurs pays d'Europe dont l'Italie. A suivre, malheureusement.

LES ENTRETIENS DU JEUDI REPRENDRONT LE 14 JANVIER SALLE MARIE-THERESE EYQUEM
10 rue de Solférino 75007 PARIS
Le programme du trimestre paraîtra dans « l'Unité »

Amnesty persiste et signe



Amnesty International a vingt ans. Un anniversaire qui n'est pas une fête — on en conviendra — en ce douloureux début d'hiver.

L'idée de fonder cette organisation germa, en 1961, dans le cerveau d'un avocat anglais, Peter Benenson ; depuis Amnesty a singulièrement grandi (plus de 250 000 membres dans 150 pays) mais les bases fondamentales de son activité demeurent inchangées : obtenir, quel qu'en soit le lieu, la libération des personnes emprisonnées du fait de leurs convictions ou croyances, de leur race, de leur sexe, de leur origine ; à condition toutefois que ces personnes n'aient pas prôné le recours à des méthodes violentes. Elle s'oppose par contre sans aucune réserve à la peine de mort et à la torture.

Cette année, avec son « anniversaire » et la journée internationale des droits de l'homme, Amnesty fait coïncider la publication de son rapport annuel : plus de 400 pages pour les libertés dans le monde entier, sans restriction (1). Lire ce rapport c'est effectuer un tour du monde : celui des dictatures, de la répression et de la torture. Après lecture pourtant il est difficile d'affirmer si la violation des droits de la personne humaine est en augmentation ou en régression, et ce n'est pas seulement affaire de subjectivité, d'optimisme ou de pessimisme, mais les bourreaux apprécient par dessus tout la discrétion et la dissimulation : pour un cas de répression connue, combien échappent au regard de la conscience universelle (Corée du Nord, Nigeria, etc.).

Mais les méthodes de torture, elles, semblent s'amplifier. Parmi les « techniques de l'année » Amnesty signale particulièrement : verser de l'eau dans les narines des détenus suspendus la tête en bas, chocs électriques répétés, bastonnage sur la plante des pieds, écrasement des orteils avec un marteau, viol, privation de sommeil, chantage sur les familles et les enfants. On sait que l'essentiel de ces méthodes conduisent tout droit aux traumatismes ou infirmités à vie, sinon à la mort.

En Afrique, la palme de la répression pourrait revenir — si elle existait — à un vieil habitué des palaces parisiens, Mobutu Sese Seko. Amnesty International avait publié en 1980 un rapport spécial sur les violations des droits de l'homme au Zaïre. Dans ce pays manifestement rien n'a changé. L'Afrique est le continent des réfugiés : cinq millions de personnes « survivent » dans des conditions plus que précaires ; sans parler des Bantoustans et de toute la population noire sud-africaine, prisonnière « à domicile » en quelque sorte. La liste serait longue des pays africains faisant peu de cas de la vie humaine ; un seul d'entre eux — le Cap-vert — n'applique pas la peine de mort. Il reste que cette année est marquée par un sursaut au sein de l'O.u.a. en faveur des droits de l'homme — le rapport d'Amnesty cite quelques améliorations obtenues au Zimbabwe, au Ghana et en Centrafrique. Reste à surveiller le passage dans des faits concrets de cette volonté démocratique manifestée au sein de ce syndicat diplomatique qu'est avant tout l'Organisation de l'unité africaine.

Continent par continent, pays par pays, rien ne nous est épargné. La répression ne se quantifie pas, ne se compare pas. Et au demeurant peu d'Etats devraient échapper à notre réprobation.

En Chine, des documents photographiques en témoignent, on exécute des condamnés en public, dans des stades, immédiatement après la sentence. Amnesty évalue à plus d'un millier le nombre des exécutions capitales en Chine pour 1981, ce qui placerait la République populaire dans le peloton (d'exécution) de tête des tyrannies en compagnie de l'Iran, de l'Afrique du Sud, etc.

A l'Est, on continue à réprimer — sous toutes ses formes — la dissidence. La peine de mort est en vigueur partout. Les hôpitaux dits psychiatriques de plusieurs pays dits socialistes ne désemplissent pas. Aux Etats-Unis plus de 700 condamnés à mort croupissent en prison ; et une partie non négligeable des populations noires et indiennes des U.s.a. mettent de plus en plus fréquemment en accusation la justice de « leur » pays, une justice qui ne serait pas forcément toujours égale pour tous.

En Amérique latine, souvent plus qu'ailleurs encore, les disparitions, tortures, emprisonnements arbitraires, exécutions sommaires, forment la toile de fond d'une terreur de masse quotidienne. Le rapport d'Amnesty accuse par exemple, nommément, le gouvernement démocrate-chrétien du Salvador d'être compromis dans de nombreux assassinats et les services de répression d'Etat de ce pays de complicité avec ceux du Honduras voisin. Amnesty International dénonce également Haïti, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Bolivie, le Guatemala... Rien qu'en Argentine on comptait près de 7 000 « disparus ».

Reste l'Asie où la situation des droits de l'homme ne présente guère un visage plus jovial. L'Europe... En France, le travail nécessaire d'Amnesty International s'est singulièrement appauvri depuis le 10 mai : abolition de la peine de mort, suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, etc. Le combat pour les droits de l'homme n'est pas un vain combat toujours perdu d'avance.

On peut même affirmer aujourd'hui qu'Amnesty International est en passe de gagner son pari : c'est l'intervention de l'opinion internationale qui a fair plier le pouvoir soviétique dans l'affaire Sakharov. Il ne faut jamais cesser d'intervenir. Les dictatures ont une sainte horreur de la publicité. Mettre au grand jour, dévoiler sans fard les répressions c'est faire reculer des despotes ; c'est progresser en humanité. Fondateur connu d'Amnesty, Prix Nobel de la Paix 1974, Sean Mac Bride s'était choisi une belle devise de Voltaire : « Je déteste vos idées, mais je suis prêt à mourir pour votre droit de les exprimer. » Il y a des idées qui ont la vie dure...

(1) *Rapport 1981 d'Amnesty International (section française, 18 rue Théodore Deck, 75015 - Paris), 25 francs aux Editions Mazarine.*

CINEMA

Le rire se porte jaune

"Popeye", "Chercheuses d'or" ou "Arsenic et vieilles dentelles" marquent les limites vite atteintes où le rire du spectateur risque de s'étrangler un peu

PAR SERGE RICHARD

DANS une caverne préhistorique où l'on bat le briquet, naît le premier gag de l'humanité... Dans la Rome de Néron, le philosophe Comicus fait la charité à l'aveugle mendiant du carrefour, Oedipe... Sous l'Inquisition, moines et nonnes swinguent de concert... Pendant la Révolution française, le sosie de Louis XVI va de mésaventure en mésaventure et ne s'en tire que grâce à un char romain échappé d'une séquence précédente... Ce délirant film « historique » se nomme « la Folle Histoire du monde » et on ne sera pas surpris de lire le nom du réalisateur : Mel Brooks. Ce qui surprend, en revanche, c'est qu'il sortira seulement dans plusieurs semaines alors que, à une exception près, il faudra se contenter de reprises si l'on veut rire au cinéma en cette période de fêtes. Incroyable !

On peut toujours aller pleurer de tristesse — ou hurler de rage, au souvenir du charme que possédait le roman originel de René Fallet — au spectacle débile de « la Soupe aux choux ». Sinon, pas d'autre salut que dans quelques rééditions réjouissantes dont on aura vite fait la liste : le farfelu « Arsenic et vieilles dentelles » de Frank Capra, le fin et rêveur « Yoyo » de Pierre Etaix, « Gendarmes et voleurs » (Steno et Monicelli) où s'épanouit le grand comique italien Toto — dont on distribue également « Toto le Moko » et « Toto apôtre et martyr » — enfin « Chercheuses d'or », comédie musicale de Le Roy — Busby Berkeley dont l'interprétation seule peut mettre en joie : Joan Blondell, Dick Powell, Ginger Rogers...

Encore « Chercheuses d'or » marque-t-il les limites, vite atteintes, où le rire du spectateur risque de s'étrangler un peu. Il ne faut pas gratter beaucoup le vernis éblouissant du film de Le Roy et Berkeley, en effet, pour mettre à nu la trame de « Chercheuses d'or » : les trois héroïnes chômeuses et les producteurs ruinés de l'histoire apparaissent comme un reflet à peine déformé de la réalité américaine de l'année du film, 1933. C'est-à-dire de cette période impitoyable juste après la grande crise, où le moindre « job » est une aubaine sévèrement disputée.

C'est un peu pour la même raison qu'on retient souvent son rire en voyant l'exception cinématographique mentionnée plus haut : « Popeye », de Robert Altman. A



« Popeye » de Robert Altman.

première vue, pas de comique plus anodin que celui du fameux marin popularisé par la bande dessinée et par le dessin animé. Porté sur les fonts baptismaux par le business agro-alimentaire de la conserve d'épinards, on imagine d'ailleurs mal le marin aux biceps hypertrophiés se laisser aller à la contestation ou même à la simple critique de l'ordre établi. Son domaine c'est plutôt les uppercuts à ses rivaux ou son sourire en biais à l'intention de la charmante Olive...

Le cinéaste n'a rien négligé de ce « premier degré » de bande dessinée : d'Olive-Shelly Duvall à Wimpy le bâfreur, les personnages originels sont criants de vérité dans un décor de petit port qui sent bon son « cartoon ». Mieux, Altman, c'est visible, a pris un intérêt passionné à restituer ce qu'on croyait être le plus spécifique de la B.d. ou du dessin animé : le langage mâchonné par Popeye, les situations imaginées par le scénariste-dessinateur Jules Feiffer, les gags graphiques, les onomatopées, les astuces de mise en couleur ou de cadrage... On n'a, dans le genre, rien vu d'aussi brillant depuis la « Zazie » de Louis Malle.

Le prolifique auteur pouvait s'en tenir là et nous convaincre une fois encore — juste après « Un couple parfait », « Quintet », « Un mariage », « Trois femmes » — de son époustouflante faculté de renouvellement dans les genres les plus divers. Mais Altman ne serait pas Altman si ce pourfendeur de mythes se ralliait aussi facilement à un genre aujourd'hui consacré et complètement récupéré par la culture dominante.

Vicieusement, hypocritement, Altman fait donc subir à sa B.d. le même sort que naguère au western, au « policier » ou au film musical : il la sape de l'intérieur. Il sème l'inquiétude et le malaise, tout au long de cette douloureuse histoire du petit port de Sweethaven : les habitants chantent leur bonheur de vivre en paix et en démocratie, mais en réalité ils subsistent sous la botte d'un mystérieux Commodore et de ses séides, le percepteur ambulant qui frappe à tout propos d'un impôt, et la brute nommée Bluto, qui fait respecter le couvre-feu par la terreur.

C'est donc ce totalitarisme que Popeye va combattre dès le jour où il accoste à Sweethaven, solitaire comme les justiciers de western arrivant dans une bourgade livrée à la corruption et à la violence. Ainsi Altman, à travers son détour par le « cartoon », rejoint-il la forme la plus typique du genre cinématographique. Et aussi, serait-on tenté de croire au premier coup d'œil, l'idéologie profonde de tout un cinéma d'outre-Atlantique : le triomphe de la justice et de la vertu, l'Amérique - invincible - si - elle - sait - puiser - dans - ses - ressources - morales... Gare, cependant : depuis « Mash » ou « Buffalo Bill » du même Altman et « 1941 » de Steven Spielberg, l'Amérique reaganienne devrait bien se méfier de cinéastes qui dynamitent ce qu'il y a de plus sacré sous prétexte de faire rire leurs contemporains. ●

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité *10, rue de Solférino 75007 PARIS*

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* *abonnement d'un an (230 F)* ☐ * *abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liegeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordelclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication : Nicole Chaillot ;* Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Petites annonces

Tarifs	*La ligne H.T.*	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 162. Ville de Grasse (Alpes-Maritimes), classée 40 à 80 000 habitants, recrute par voie de mutation ou sur titres :

— Secrétaire général adjoint ; expérience municipale indispensable, collaborateur direct du secrétaire général pour les dossiers d'investissements. Direction de secrétariat général.

— Ingénieur subdivisionnaire ; formation bâtiment. Expérience professionnelle nécessaire.

— Adjoint technique pour la direction des ateliers municipaux.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Maire de Grasse, 06335 Grasse Cedex, avant le 31 décembre 1981.

Réf. 164. Ville de Feyzin, 15 km de Lyon, 9 000 habitants, en expansion, recrute :

— un adjoint technique pour seconder le directeur de service ;

— un attaché financier, niveau licence sciences économiques (comptabilité M 12) ;

— un rédacteur chargé de l'information.

Adresser curriculum vitae à Madame le Député-Maire, Hôtel de VIlle, 69320 Feyzin.

Réf. 167 Ville de Grasse (Alpes-Maritimes), classée 40 à 80 000 habitants, recrute par voie de mutation ou sur titres un ingénieur subdivisionnaire. Formation thermicien-chauffagiste, expérience professionnelle souhaitée.

Adresser lettre de candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Maire de Grasse, 06335 Grasse Cedex avant le 31 janvier 1981.

Réf. 170. P.m.e. Paris cherche comptable expérimenté(e).

Envoyer c.v. et photo à F.n.p., 33, rue Raffet 75016 Paris. Référence H.f. qui transmettra.

Réf. 171. Organisme public région parisienne recherche conducteur automobile agent d'enquête (salaire 3 800 F net).

S'adresser au journal qui transmettra.

IMMOBILIER

Réf. 168. Femme P.s. seule, fonct. cherche 2 pièces ou grand studio, confort, calme, ascenseur (ou bas étage), tél. si poss. dans 13 - 14 - 15 ou 5ème arr. Ou partage frais, location grand app. avec autre femme isolée, si salaire assuré, indépendance.

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 169. Côte normande, splendide villa moderne, 200 m mer et tennis.

« Immobilière 14 », rue Oratoire 67 Caen. Tél. (31) 85.18.78.

MAGIS-FLEURS
Réceptions-couronnes
20 av. Ledru-Rollin 75012 Paris
Tél. 345.65.76

La télé des fêtes

Ou quand elle veut elle peut…

PAR FABIAN GASTELLIER

Particulièrement inventif, cette année, le petit écran ! Une vraie bataille de chaînes avec des paquets-cadeaux à toutes heures du jour et… de la nuit. Dans le tourbillon général, du 24 décembre au 2 janvier, nous vous proposons une sélection en fonction des goûts de chacun. Cinéphiles, mélomanes, littéraires, et autres : à votre choix.

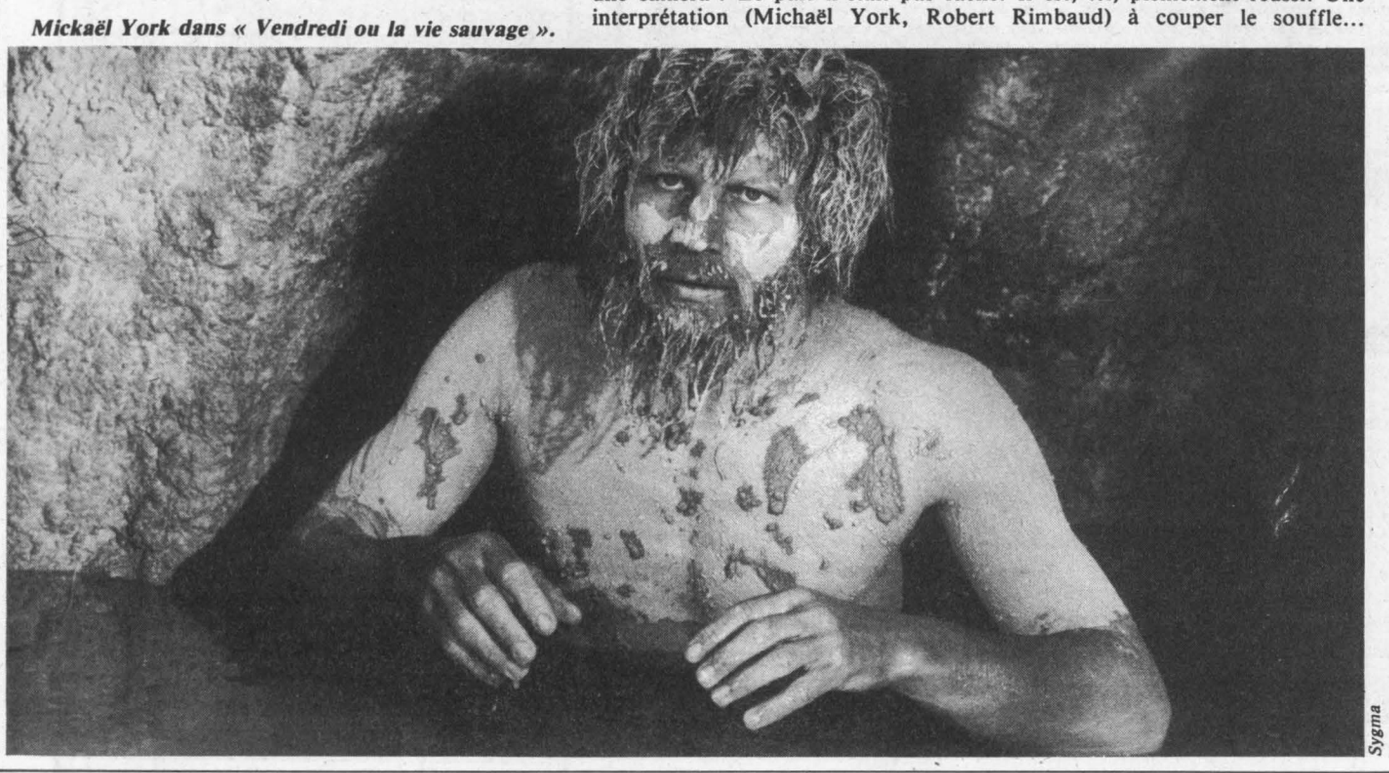


Bibi Anderson la « lumière », dans « l'Oiseau bleu ».



Eddy Mitchell, vu par Solo.

Mickaël York dans « Vendredi ou la vie sauvage ».



Sygma

Le joyeux Noël des cinéphiles

**** Cycle Louis Jouvet (T.f.1)***

Les trois derniers films d'une série consacrée — avec le meilleur et le moins bon — à Louis Jouvet. Une bonne occasion de briller en famille, devant les tout-petits dont les références cinématographiques de papa ne sont pas encore au point. Mode d'emploi : branchez-nous sur « Hôtel du Nord » ; guettez la scène de la passerelle et écriez-vous, avec le ton très au courant « Atmosphère, atmosphère ? Est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ? »

— « Hôtel du Nord » de Marcel Carné, lundi 28 décembre, 22 h 10

— « L'Education d'un prince » d'Alexandre Esway, mardi 29 décembre, 22 h 05.

— « Entre onze heures et minuit » de Henri Decoin, mercredi 30 décembre, 22 h.

**** « Un éléphant, ça trompe énormément » (T.f.1.)***

de Yves Robert. L'un des chefs-d'œuvre absolus du rire des années quatre-vingt. L'épopée drôlissime de quatre mousquetaires lancés à cent à l'heure dans les jeux de l'amour et l'enjeu du hasard. Avec Victor Lanoux, Jean Rochefort, Claude Brasseur et Guy Bedos. On ne vous dit que ça… dimanche 27 décembre, 20 h 30.

**** Cycle Alfred Hitchcock (Antenne 2)***

A voir et revoir éternellement… Dommage qu'à une exception près on nous offre toujours les mêmes films !… A quand « Vertigo », « la Corde » etc. ? Une consolation : c'est de la V.o. !

— « Les 39 marches », vendredi 25 décembre, 22 h 35

— « Une femme disparaît », vendredi 1er janvier, 23 h.

**** « L'ami américain » (Antenne 2)***

de Wim Wenders. L'un des meilleurs romans de Patricia Highsmith, « Ripley s'amuse », adapté à l'écran par le chef de file du nouveau cinéma allemand. Entre New York, Hambourg et Paris, une radioscopie de l'errance, de la peur et de la solitude. Dennis Hopper, Bruno Ganz et Lisa Kreuzer, tous fabuleux. Plus l'apparition, peu de temps avant sa mort, de Nicholas Ray. Superbe, mardi 29 décembre, 21 h 40.

**** Nuit du cinéma non-stop (Antenne 2)***

Un gros pavé de sept longs métrages dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier. Pas de quatre étoiles dans ce lot sans surprises, sauf le Losey et l'adaptation par John Guillermin d'un Agatha Christie « Mort sur le Nil ». Malheureusement, tout passe en V.f. ! Des regrets, encore des regrets, toujours des regrets…

— Vendredi 1er janvier, aux heures suivantes :

— 1 h 40 : « Un Condé » de Yves Boisset

— 2 h 45 : « le Maître-nageur » de Jean-Louis Trintignant

— 4 h 10 : « La carrière d'une femme de chambre » de Dino Risi

— 6 h : « Une Anglaise romantique » de Joseph Losey

— 8 h 15 : « Roméo et Juliette » de Franco Zefirelli

— 10 h 30 : « le Dollard troué » de K. Paget.

— 14 h : « Mort sur le Nil » de John Guillermin.

**** Cycle Cyd Charisse (F.r.3)***

Le dernier film consacré à l'inoubliable danseuse de « Chantons sous la pluie ». « Les plus belles jambes des Etats-Unis », disait-on à l'époque. Et si c'était vrai ?

— « Beau fixe sur New York » de Gene Kelly et Stanley Donen. Dimanche 27 décembre, 22 h 35.

Le joyeux Noël de la littérature

**** « L'oiseau bleu » (T.f.1)***

Téléfilm de Gabriel Axel. Un conte féerique signé Maurice Maeterlinck… La légende symbolique de deux enfants qui partent à la recherche du bonheur (l'oiseau bleu) et feront l'expérience d'une vie d'adulte. Avec Bibi Anderson dans le rôle de « la lumière » et Leslie Caron, dans celui de « la nuit ». A ne pas manquer, vendredi 25 décembre, 20 h.

**** « Vendredi ou la vie sauvage » (Antenne 2)***

Téléfilm de Gérard Vergez. En trois parties, le roman de Michel Tournier rendu avec toute sa subtilité. Enfin l'esprit d'un texte suivi à la lettre par une caméra ! Le pari n'était pas facile. Il est, ici, pleinement réussi. Une interprétation (Michaël York, Robert Rimbaud) à couper le souffle… Qu'on nous donne le plus possible de cette télévision-là ! 1re partie : vendredi 25 décembre, 20 h 35 ; 2e partie : samedi 26 décembre, 20 h 35 ; 3e partie : dimanche 27 décembre, 20 h 35.

**** « Le Bonheur des tristes » (Antenne 2)***

Téléfilm de Caroline Huppert. Ce n'est pas si souvent qu'un roman de Luc Dietrich est adapté pour le petit écran… Une occasion de découvrir cet auteur aussi mal aimé que mal connu. Suicidaire, drogué, malade permanent, disciple de Rimbaud dont il possédait le désir du « dérèglement de tous les sens », Luc Dietrich, qui devait se laisser mourir en 1944, compte parmi les grandes figures de la littérature moderne. Espérons que Caroline Huppert saura rendre toute sa fièvre à cette chronique d'une adolescence coincée entre l'amour et la mort… mercredi 30 décembre, 20 h 35.

Le joyeux Noël des variétés

**** « Le petit Mitchell illustré » (F.r.3)***

Sous la baguette magique d'Eddy Mitchell, variétés de qualité, parodies en quantité, rires à l'unanimité… Ce n'est pas tous les jours qu'on s'amuse intelligemment, alors tous sur F.r.3 ! Pour y accueillir, entre autre, Bertrand Tavernier, Johnny Hallyday (sous son meilleur jour) et Jacques Villeret dans son inénarrable sketch du film de Bergman, jeudi 24 décembre, 20 h 35.

Le joyeux Noël des mélomanes

**** « Rien que de source pure » (T.f.1)***

Réalisation de Maté Rabinovski. Pour fêter le centenaire de Bela Bartok à la télévision. Entièrement basée sur des écrits (lettres, interviews, articles, etc.) du compositeur hongrois, une émission qui nous porte au cœur de l'une des musiques les plus inventives du XXe siècle, dimanche 27 décembre, 22 h 20.

**** « Glenn Gould joue Bach » (T.f.1)***

Un « scoop » télé : Glenn Gould, qui ne se produit plus en concert depuis plus de quinze ans, a accepté d'interpréter, pour T.f.1, « les Variations Goldberg » de Jean-Sébastien Bach. A vos magnétophones (même si le son est mauvais), prêts, enregistrez… samedi 2 janvier, 22 h 35.

**** « La joie de Noël à l'Opéra de Paris » (Antenne 2)***

En direct du Palais Garnier, l'orchestre, les chœurs et les ballets de l'Opéra — plus deux des plus belles voix du monde : Bernd Weikl et Helen Donath, et deux des plus grands danseurs : Ghislaine Thesmar et Michaël Desnard… Féérique, jeudi 24 décembre, 20 h 35.

**** « Six personnages en quête de chanteur » (Antenne 2)***

De Maurice Béjart, réalisation d'Yvon Gerault. Sublime, inouï, fascinant, fabuleux : ce n'est pas jouer avec les adjectifs que de porter ainsi aux nues le film que Maurice Béjart a imaginé autour de Ruggero Raimondi. Tour à tour Don Giovanni, Iago, Mephistophélès, Don Quichotte, Escamillo et Boris Godounov, Ruggero Raimondi est, ici, stupéfiant de vérité, de talent. Grand chanteur saisi dans les angoisses de ses incarnations multiples ; grand acteur filmé dans son hôtel au cours d'un petit déjeuner en solitaire, il prouve, une fois de plus, qu'il sait tout faire et le fait bien, mardi 29 décembre, 20 h 30.

**** « Le Barbier de Séville » de Gioacchino Rossini.***

La toute récente production de l'Opéra de Paris, dans une mise en scène de Maurice Bénichou (le disciple de Brook), avec une troupe de jeunes chanteurs pleins d'avenir. Pour chantonner « Figaro ci, Figaro là » en famille… vendredi 1er janvier, 21 h.

Le joyeux Noël du théâtre

**** « Peer Gynt » (Antenne 2)***

d'Henrik Ibsen. La superbe mise en scène de Patrice Chéreau… Sept heures d'un spectacle qui se gravera dans nos mémoires. C'est aussi ça, le vrai théâtre à la télévision ! Lundi 28 décembre : 1re partie, 17 h, 2e partie, 22 h 05.

Le joyeux Noël de la mémoire

**** « Mémoires de Noël » (T.f.1), émission de Bella Besson.***

Tous les Noëls de France, entre 1914 et 1950, retrouvés grâce aux archives de la Gaumont-Pathé, de la télévision, mais aussi grâce aux films d'amateurs, tournés par des familles anonymes au fil du temps… Hivers rudes de l'Occupation, Paris frileux de la Grande Guerre puis du jazz de Saint-Germain-des-Prés ; fêtes intimes au hasard des campagnes et des villes. Une façon de retrouver le signe profond des traditions à travers la mémoire de l'histoire, jeudi 24 décembre, 22 h 40.

Le joyeux Noël de… la télévision

**** « Mon meilleur Noël » (F.r.3)***

A l'initiative de Serge Moati, huit téléfilms de 26 minutes chacun (dont le premier a été diffusé le mercredi 23 décembre), tous signés par des auteurs et des réalisateurs différents qui ont pour but de raconter leur meilleur Noël. Une belle idée de télévision réellement créative. Aux spectateurs de juger la qualité de ces confidences sur pellicule :

— « Papa, maman, Noël », de Jacques Fansten : vendredi 25 décembre, 20 h 35 ;

— « Rien qu'une petite fille », de Jean-Pierre Marchand, samedi 26 décembre, 21 h 35 ;

— « L'enfant de cœur », de Jacques Cornet, dimanche 27 décembre, 21 h 40 ;

— « Range tes ailes, mon ange », de Bernard Bouthier et Pascale Breugnot, lundi 28 décembre, 20 h 35 ;

— « Un contretemps inoubliable », de Pierre Jallaud, mardi 29 décembre, 22 h 20 ;

— « La gloire de Samba », de Daniel Karlin, mercredi 30 décembre, 21 h 30 ;

— « Madame Bidou », de Bernard Maigrot, vendredi 1er janvier, 20 h 35.

Le tourniquet à livres

Dires d'art

Jacques Prévert aimait autant les images que les mots. Il le prouva non seulement en se livrant à l'art du collage mais aussi en écrivant sans cesse pour les hommes d'images : préfaces et livres sur les peintres et les photographes se sont accumulés dans ses tiroirs au fil des années. Il avait fini par les rassembler dans un grand dossier qu'il avait intitulé « Dires d'art ». Un livre tout fait ! Mais, apparemment, ni son éditeur principal (Gallimard) ni ses exécuteurs testamentaires ne sont pressés de publier cet ouvrage... Alors, d'autres éditeurs, en ordre dispersé, font paraître tel ou tel texte. Avec plus ou moins de bonheur.

Ainsi les Editions Ramsay viennent-elles de livrer les « Portraits de Picasso » de Jacques Prévert, illustrés par des photographies d'André Villers. Gentil plagiat : Picasso, Prévert et Villers avaient déjà, il y a de nombreuses années, pris d'eux-mêmes l'initiative de travailler ensemble pour signer « Diurnes », un livre introuvable aujourd'hui. Mais personne ne se plaindrait si cette nouvelle rencontre n'était perturbée par les légendes des photos. Elles brisent le rythme du texte de Prévert. Elles alourdissent les images. Elles sont d'une bêtise rarement égalée. Bêtise plate : « Picasso, en fête, traverse une foule... La voiture tombe en panne. Quelle joie... » Bête prétentieuse : « Etonnante image de Picasso, comme figé dans une catacombe, seul et conversant peut-être avec sa propre tristesse. » Honteux ! Et triste, justement.

Heureusement « Couleurs », qui paraît chez Maeght éditeur, est d'une autre tenue ! Modeste, le préfacier, le poète Jacques Dupin, ne s'est pas permis de jeter ses écrits entre ceux de Prévert et les œuvres de Braque, Calder et Miro. Il les présente, nous ouvre la porte et nous laisse avec eux. On est aussitôt en bonne compagnie. La vie se passe en couleurs. Couleurs de Braque, de Calder et de Miro.

Coup de pinceau de Prévert : « A Varengeville Braque est en famille et face à la mer il lui parle en frère / Elle répond pareil. » Coup de chapeau : « Calder, c'est un sorcier et la sorcellerie du bonheur, c'est son fait. » Coup de foudre : « Miro aime la vie / La vie aime Miro / La vie aime l'amour / C'est élémentaire. » Elementaire, mon cher Prévert...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Relire Céline

Comment peut-on écrire si bien et penser si mal ? C'est tout le paradoxe de l'œuvre célinienne. De quoi alimenter, pour des générations et des générations, le vieux débat classico-académique sur le fond et la forme ! Du tréfonds de son enfer post-mortem, le sardonique docteur Destouches doit hoqueter de rire devant les guignoleries de cet incessant « voyage au bout de Céline »... Que n'est-il là pour lâcher un pamphlet aux trousses de ses détracteurs stupides et de ses admirateurs béats ! En réalité, Céline ne vaut ni une messe ni un meeting. Mais il vaut bien une relecture. Ou une lecture, pour les novices.

L'occasion nous en est donnée : Gallimard, dans la Pléiade, vient de reprendre l'édition complète de son œuvre. Le tome I réunit les deux romans qui lui valurent sa première notoriété : « Voyage au bout de la nuit » et « Mort à crédit ». Où l'on côtoie une incomparable « langue orale populaire ». Où Céline fréquente déjà la mort dans l'outrance et la démesure. Où il fait de son époque un portrait « scandaleux ». Où l'on se demande où est le vrai scandale : dans les travers de l'époque ou dans le regard de Céline ? Où toute polémique devient vaine tant on demeure estomaqué par le souffle de l'œuvre. Tout en sachant que les publications suivantes, les « Pamphlets » notamment, appelleront la vigilance et le vitriol. Mais, lisons d'abord ! Et évitons les a priori atrabilaires, les exclusives sectaires que nous reprochons tant à Céline. Qui dit bien châtie d'autant plus pertinemment !

J.-P. L.

Destins de stars

Questions hollywoodiennes sur les mystères du star-système : pourquoi la petite paysanne rondouillarde surnommée Marilyn Monroë est-elle devenue un sexe-symbole universel ? Pourquoi la jeune sportive nordique rebaptisée Greta Garbo est-elle devenue le plus grand mythe vivant du cinéma ? Interrogation humaine : que reste-t-il d'un être quand il est devenu le simple support d'un grand fantasme collectif ? Fond du problème : Marilyn Monroë et Greta Garbo avaient-elles souhaité de pareilles destinées ?



Céline, vu par Solo.

Deux ouvrages, pour chacun de ces deux cas d'espèces, tentent de répondre : « Marilyn » de Norman Mailer (Stock / Albin-Michel) et « Garbo » d'Alexandre Walker (Editions du Fanal). Deux réussites. Mailer dissèque les tourments de Marilyn, ses cauchemars, ses dégoûts, ses espoirs, ses déchirures, sa fuite éperdue jusque dans la mort. Trajectoire émouvante : Marilyn n'a jamais pu maîtriser les retombées de sa vie professionnelle et, fragile et impuissante, elle a préféré tirer sa révérence. Walker, lui, montre comment, dès le départ de sa carrière, Garbo s'est systématiquement protégée contre toute atteinte à sa vie privée, comment elle a résisté à toutes les tentations de la publicité et de la promotion à scandale. Elle aussi a fini par fuir, mais pour vivre, pour réussir sa vie personnelle : elle a quitté le métier, librement, en pleine gloire. Trajectoire superbe : Garbo a été plus forte que les producteurs-maquereaux. « Garbo » d'Alexandre Walker est le livre le plus complet qui ait jamais été écrit sur Greta. De quoi patienter en attendant les « Mémoires » de la Divine : elle les a déjà écrits mais ils ne seront publiés qu'après sa mort.

J.-P. L.

A table !

Les livres de cuisine ont un avantage indéniable : ils permettent aux éditeurs en manque de recettes commerciales de faire malgré tout... leur petite cuisine éditoriale. La Reynière, le chroniqueur gastronomique du « Monde », a raison : ces bouquins se ressemblent tous et n'apportent rien ni aux gourmets ni aux adeptes du « piano ». Combien paraît-il annuellement de « livres gourmands » dignes de ce nom ? Un ou deux, trois au grand maximum. En 1980, c'était le livre d'Alain Chapel : « la Cuisine c'est plus que des recettes » (Robert Laffont). En 1981, c'est « la Vraie Cuisine légère » d'André Guillot (Flammarion) et « le Nouveau Cuisinier gascon » d'André Daguin. Parce que Guillot, derrière ses fourneaux du Vieux-Marly, a inventé la « cuisine minceur » bien avant que Guérard se fasse l'épicier du genre. Parce que le coup de main de Daguin est celui de la cuisine du Sud-Ouest : la moitié de la tradition culinaire française et de la cuisine bourgeoise vient de ces contrées odorantes.

Du côté des rééditions, deux ouvrages à signaler, deux « bibles » : « la Cuisine » de Raymond Oliver (Bordas) et « la Cuisine bourgeoise », reprise de l'édition de 1774 (Editions Temps actuels).

J.-P. L.

Ecrits sur l'Art

« Le fait est que Fougeron, je le redisais tout à l'heure, est un des peintres qui ont le plus osé dans cette époque... » Cette perle date de novembre 1953. Elle est parue sous la plume d'Aragon, dans « les Lettres françaises ». Il faut un sacré courage (ou une belle inconscience ?), quand on s'appelle Aragon, pour faire figurer des inepties de ce genre dans un ouvrage-somme intitulé : « Ecrits sur l'art » (Flammarion). Le « mentir-vrai », cher au poète d'Elsa, tourne parfois à la farce... L'exemple de Fougeron n'est pas le seul. Il y a aussi la défense et illustration de l'art officiel soviétique. Il y a encore... La liste serait trop longue ! C'est dommage. Car Aragon, par ailleurs, parle admirablement de Giacometti, Picabia et autres Magritte. Leçon : il est des chroniques d'art qui révèlent des maladies politiques... chroniques !

Il est heureusement d'autres moyens pour pénétrer l'art du XXe siècle. D'autres études que celles d'Aragon. Deux exemples : « Bonnard, l'œuvre gravé » de Francis Bouvet (Flammarion) et « Minotaure » (Skira). Francis Bouvet nous fait découvrir comment Bonnard, essentiellement fou de couleurs, lançait son trait ou pointait sa mine : éblouissement et virtuosité du dessin. Avant le pinceau, il y a le crayon ! Ce rappel à propos de Bonnard vaut pour tous les grands de ce siècle, de Matisse à Picasso. Quant à « Minotaure », il s'agit d'une réédition en fac-similé (trois volumes parus) de toutes les livraisons de la revue « Minotaure », d'un document exceptionnel, unique même, pour qui veut connaître et comprendre l'aventure surréaliste. Les collaborateurs de « Minotaure » s'appelaient André Breton, Jacques Prévert, Max Ernst, Joan Miro, Giorgio de Chiriquo, Paul Eluard, Marcel Duchamp, Pablo Picasso, etc. Ils étaient à eux-mêmes leurs propres chroniqueurs !

J.-P. L.

Enfantillages

Ces «chers petits et chères petites » ont bien de la chance. Figurez-vous que ces très sérieux messieurs de la littérature qu'on appelle les écrivains s'intéressent à eux. A moins que ce ne soit les éditeurs qui sollicitent des « signatures » dans l'espoir de voir les parents refiler des livres de leurs auteurs préférés à leurs enfants. Allez donc savoir... Le procédé ne vaut pas qu'on cite tous les ouvrages du genre. Ne retenons que les réussites : « Odile et le vent du large » de Bernard Clavel (G.p. Rouge et Or), « Christophe Cartier de la Noisette, dit Nounours » d'Antonine Maillet (Hachette), « Vendredi ou la vie sauvage » de Michel Tournier (Flammarion, collection Bibliothèque du Chat perché), « Violette et son génie » de Paul Guimard (G.p. Rouge et Or), « la Bague magique » de Max Gallo (Casterman), « En sortant de l'école » de Jacques Prévert illustré par Jacqueline Duhème (Gallimard, collection Enfantimages), « Malataverne » de Bernard Clavel (Flammarion, collection Bibliothèque du Chat perché), « le Cœur suspendu » d'Andrée Chédid (Casterman) et « les Goûters » de Paul Fournel et Jean-Pierre Enard (Hatkine).

J.-P. L.

« La Bretagne, mémoire de la vie quotidienne » par Marie-José Drogon et Raymond Humbert.

Splendide livre qu'il faut offrir si l'on a un « bretonnant » inconditionnel dans son entourage... ou tout autre amateur de témoignage du passé récent. La succession en avalanche — qui confine parfois à la monotonie — de ces cartes postales de la fin du siècle dernier ou du début du nôtre provoque un choc : celui de la découverte d'un pays depuis longtemps effacé de nos mémoires, la France du sous-développement. Ces paysans et ces marins endimanchés ou en guenilles posant gauchement devant l'objectif de monsieur le photographe sont pourtant nos grands-pères, ceux qui iront par millions pourrir dans les tranchées de la Grande-Guerre ; ces vieillardes de trente ans ridées et édentées, sous-alimentées et épuisées sont nos grands-mères ! Images bouleversantes.

Un reproche toutefois : visiblement incapable d'opérer un tri drastique dans l'immense récolte d'images de qualité, les auteurs ont conservé trop de clichés identiques. Un ramassage de goëmon vers 1900 c'est intéressant ; deux, c'est significatif ; vingt, c'est trop ! et c'est dommage car l'accumulation d'images trop semblables provoque l'ennui et casse l'émotion.

Mais il y a un autre reproche, autrement plus grave celui-là : c'est la médiocrité insupportable des légendes rédigées dans cette langue de bois à l'usage des débiles mentaux et politiques qu'on croyait réservé aux publications en provenance des démocraties dites populaires. Incompréhensible lacune, dans un album qui offre par ailleurs tant d'émotions et de bonheurs. Les textes de Guillevic sont heureusement là pour apporter le contrepoint de la poésie et de l'ellipse, du rêve et du recueillement face au bavardage sectaire et folkloriste...

NICOLE CHAILLOT



« Le Maroc », par Colette Gouvion. Hachette Réalités, collection « Voir le monde ».

Pour ne pas bronzer idiot, voici un astucieux guide. Touristique dans sa partie historique et géographique, plus littéraire dans le cheminement suivi par l'auteur. Colette Gouvion, en journaliste, a rédigé ce livre d'une plume alerte et chaleureuse tout en atteignant pleinement son but : donner envie de visiter un pays magnifique et surtout y aller pour rencontrer un peuple qu'elle raconte sans flagornerie, ni complaisance mais avec tendresse. On ne doit pas s'attendre à trouver, dans ce bel objet bien mis en page et bien illustré de photos en couleur, une critique politique et sociale du Maroc de Hassan II. Encore que pour un album de ce type, cet aspect ne soit pas totalement occulté !

N.C.

Doisneau en balade

Pour tout le monde Robert Doisneau est un grand photographe. C'est quoi « un grand photographe » ? Un



Maurice Baquet.

chasseur d'images ? Un auteur de vieilles cartes postales ? Un obsédé du flash ? Un maniaque du zoom ? Robert Doisneau n'est rien de tout cela. Robert Doisneau est d'abord un piéton. Il marche, il marche, encore, toujours. Et, au hasard de ses balades, il enregistre, met en boîte noire des scènes dont il est le témoin. De temps en temps, pas trop souvent, il réunit quelques scènes pour en faire un livre. On s'aperçoit alors qu'il a gardé l'essentiel de notre temps, de notre vie. Doisneau, c'est notre mémoire.

Mémoire malicieuse et fantaisiste dans la « Ballade pour violoncelle et chambre noire » (Herscher) que Doisneau cosigne avec son ami Maurice Baquet. Baquet est musicien, Doisneau est photographe, mais ils parlent la même langue : l'humour. Mémoire tendre et nostalgique dans « Passages et galeries du XIXe siècle » (A.c.e. éditeur). Doisneau a le blues de Paris, du Paris d'hier sans béton ni buildings, et il nous le refile. Gaffe ! Le Doisneau, ça s'attrape et on n'en guérit jamais. Je vous souhaite une longue et heureuse maladie...

J.-P. L.

Images d'ailleurs

Sur les sentiers battus de l'édition, foisonnent les annuels « beaux livres » sans intérêt, à but purement lucratif. Dans cette farandole de l'inutilité iconographique, surgissent cependant quelquefois des ouvrages utiles ou importants. Ils sont rares et appartiennent en général à cette catégorie que les lycéens appellent « l'histoire-géo ». Trois cas de « moutons à cinq pattes» cette année : deux livres et une collection. Les livres : « les Médicis à Florence » de Giorgio Taborelli (Denoël) et « Chroniques berbères » (Hachette-Réalités) présentées par Jean Duvignaud. La collection : « les Archives de la Société de géographie » chez Herscher. Dans cette série, sont déjà parus : « le Transsibérien », « Quand les Français découvraient l'Indochine » et « Catastrophe à la Martinique ». A paraître : « les Expéditions polaires ». Des livres minutieux et étonnants.

J.-P. L.

SECHAGE DES CARREAUX DE PLATRE : CHANGEZ DE PERSPECTIVE AVEC L'ENERGIE ELECTRIQUE.

« Le séchage des carreaux de plâtre est la phase finale de notre production. C'est pourtant celle qui présente le plus de difficultés.
Evacuer l'eau excédentaire pose de nombreux problèmes, dont celui de la consommation d'énergie. Aujourd'hui ce n'est plus négligeable. »

Séchage des carreaux de plâtre : la solution électrique face aux procédés traditionnels.

Pour sécher les carreaux humides traversant un tunnel de séchage à air chaud, le chauffage est assuré :
— soit par combustion de gaz dans l'air;
— soit par échangeur réparti le plus souvent sur toute la longueur du four, utilisant le fuel lourd.

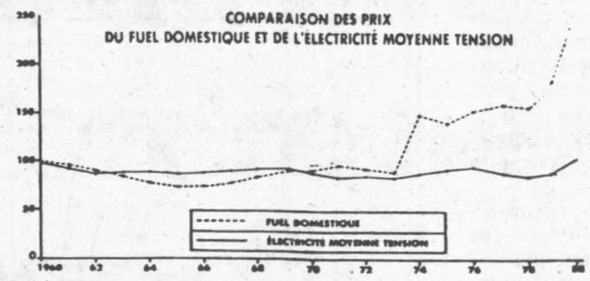
L'énergie électrique ouvre une nouvelle voie .: le recyclage, par pompe à chaleur, de l'énergie contenue dans l'air humide et chaud qui est extrait.

Parmi ces solutions les Etablissements PREMACO ont opté pour un séchoir électrique équipé de 3 pompes à chaleur.

Séchage par pompe à chaleur : des performances indiscutables.

Les résultats d'exploitation d'une installation électrique se passent de commentaires :
— solution classique : 100 g de fuel lourd soit 0,117 F H.T. par kg d'eau évaporée;
— solution pompe à chaleur : 0,24 kWh, soit 0,05 F H.T.
Aux conditions économiques de 1980.

Des performances qui ne peuvent que s'améliorer, compte tenu de l'évolution comparée du coût des différentes énergies.



Dernier point et non des moindres, un retour d'investissement ultra-rapide (à peu près 1 an).

Un exemple : pour un tunnel de séchage à 3 voies parallèles de chariots (13 chariots chacune) : 750.000 F H.T. d'économie annuelle.
Chargement des chariots : 132 carreaux de 7 cm d'épaisseur ou 84 carreaux de 7 cm d'épaisseur et 64 carreaux de 5 cm d'épaisseur.
Surinvestissement 850.000 F H.T.

« La solution électrique a vraiment modifié le rythme et surtout la rentabilité de notre production. Un chiffre révélateur : nous avons réalisé une économie d'énergie primaire de 500 tonnes d'équivalent pétrole en 1 an. »

Dans chaque région, un ingénieur conseil EDF est là pour informer, conseiller et surtout assister les entreprises intéressées. Consultez-le.

La Fédération des Industries Electriques et Electroniques, 11, rue Hamelin, 75016 PARIS, peut également vous fournir toutes informations sur les équipements mis en place dans cette installation.

INDUSTRIELS, AVEC L'ÉLECTRICITÉ, DEMAIN DÈS AUJOURD'HUI.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Cadeau - « Unité »

Vous ne savez quel cadeau offrir pour la nouvelle année à un parent ou un ami ?

Offrez-lui un abonnement d'un an à

l'unité

Nous l'informerons qu'il reçoit ce cadeau de votre part.

(Utilisez le bulletin d'abonnement)

Communiqué.

LES PORTS FLUVIAUX RHODANIENS

La COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE (C.N.R.)

a transformé le Rhône en **une grande voie navigable moderne accessible toute l'année au matériel de navigation à grand gabarit** et bordée de vastes plates-formes portuaires adaptées aux conditions économiques actuelles.

La voie d'eau est le moyen de transport intérieur qui nécessite le moins d'énergie, le moins de main-d'œuvre et produit le moins de nuisances (un seul convoi poussé de 4 400 t remplace 110 wagons de 40 t ou 220 camions de 20 t). Elle a su s'adapter aux exigences du transport moderne de masse et apparaît souvent comme le mode de transport le plus économique pour les marchandises en vrac et les colis lourds notamment.

La C.N.R. a mis en place, au bord des 310 km de voie navigable à grand gabarit, une chaîne de ports bien situés, à proximité des villes existantes et des futurs pôles de développement industriel.

Ces ports comportent :

— **une zone banalisée** destinée à recevoir un outillage public à la disposition d'entreprises proches mais ne disposant pas d'un accès direct à la voie d'eau ;

— **une zone d'amodiation** dont les terre-pleins sont mis à la disposition d'entreprises utilisatrices du transport fluvial qui construisent elles-mêmes directement en bordure de la voie navigable leurs installations de stockage.

Ces zones portuaires implantées au voisinage immédiat de **zones industrielles** créées et gérées par les Collectivités locales sont bien raccordées à tous les réseaux de transport : réseaux ferroviaire, routier et autoroutier existants.

Les terrains proposés sont viabilisés : tous les réseaux (voirie, voie ferrée, adductions diverses) sont amenés en limite des terrains amodiés.

La gestion de ces ensembles portuaires se fait en association avec la Chambre de Commerce riveraine du fleuve.

Entre Lyon et la mer ont été réalisées huit plates-formes portuaires :

— **Le Port Edouard Herriot à Lyon,** exemple du port fluvial moderne remarquablement équipé, dispose de 92 ha amodiables dont une partie est encore disponible. Ses équipements adaptés à tous les types de transports fluviaux et terrestres en font un véritable centre intermodal de transport au cœur de l'agglomération lyonnaise.

— **Loire - Saint-Romain,** à 20 km au sud de l'agglomération lyonnaise et à 40 km de Saint-Etienne, dispose d'une surface totale de 58 ha.

— **Salaise - Sablons,** d'une surface totale de 98 ha, est contiguë à une zone industrielle de 25 ha.

— **Valence,** à 6 km au sud de la ville, d'une surface totale de 47 ha est contiguë à une zone industrielle de 100 ha.

— **Montélimar,** aux portes de l'agglomération, d'une surface de 9 ha, est contiguë à une zone industrielle de 100 ha.

— **Avignon - Courtine,** à 2 km au sud de la ville d'Avignon, d'une surface totale de 68 ha, jouxte une zone industrielle de 150 ha.

— **Beaucaire,** à 3 km au sud de la ville, d'une surface totale de 125 ha, se trouve contiguë à une zone industrielle de 300 ha.

— **Arles - Nord,** à 2 km au nord d'Arles, d'une surface de 56 ha, est contiguë à 54 ha de zone industrielle.

En dehors de ces zones portuaires, la C.N.R. dispose tout le long de la voie navigable aménagée, de terrains insubmersibles en cours d'aménagement qui peuvent être mis à la disposition d'entreprises utilisatrices de la voie d'eau.

Pour tous renseignements, écrire à C.N.R. qui pourra adresser une documentation illustrée et répondre aux questions posées.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE
2, rue André Bonin
69316 LYON CEDEX 1
FRANCE
TELEX : CNRAC 330 453
TEL. : (7) 829.04.31

Culture au fil des jours

Un Brecht du désarroi pour Gennevilliers

Il existe un mythe « Fatzer » dans la vie de Brecht. Pendant trois années, de 1927 à 1930, à travers diverses formes d'écriture allant du théâtre au poème en passant par des notes de journal, Bertolt Brecht a vainement essayé de coucher sur papier l'épopée d'un dénommé Johann Fatzer. Epopée symbolique ; personnage-miroir : Fatzer représentait le jeu de contradictions profondes dans lequel Brecht lui-même se sentait plongé. Contradictions de l'intellectuel-bourgeois Brecht désireux de se rallier à la cause ouvrière ; contradictions d'un être solitaire, égoïste, appelé par l'envie communautaire, etc.

Introuvable, ce « fragment Fatzer », comme le nomment les Brechtiens, comporte plus de cinq cents pages. Ces ébauches de pièce ; ces morceaux de dialogues ; ces bribes d'interrogations passionnent, depuis quelques années, l'univers du théâtre et le « fragment Fatzer » recomposé, reconstruit, a déjà fait l'objet de plusieurs montages et adaptations pour la scène avant d'arriver en France, à Gennevilliers.

La raison en est simple : les réflexions, les incertitudes de Brecht — tant sur le langage théâtral que sur le langage politique — nous parlent aujourd'hui de façon brutale. Après des années vécues sous le totem-tabou d'un Bertolt Brecht de plomb, voici le moment du tâtonnement, de l'errance. Symbole des temps : alors qu'hier on mettait en scène le Brecht didactique on monte aujourd'hui le Brecht du désarroi — celui qui considère l'échec, la chute comme inscrits dans toute trajectoire personnelle lorsque celle-ci avance à l'intérieur d'un monde malade (ici l'Allemagne de 1914-1918).

« Fatzer » — qui nous conte la désertion de quatre soldats allemands ne sachant guère comment concilier leur désir de révolution des masses et leur besoin égoïste de survie au jour le jour — est, en fait, un puzzle à fabriquer par soi-même en fonction de sa propre sensibilité. Chacun peut venir lire ce qu'il désire à cette source informelle, et la pièce (un montage de Heiner Müller) parlera à chacun de façon différente.

Qu'on ne se méprenne pas sur la soirée : ce voyage au bout de l'incertitude n'est pas une partie facile, aisée. Il demande beaucoup de force et d'attention. Montée dans une absence de décor (quelques tubulures, une table et deux panneaux très « Bauhaus ») par Bernard Sobel, cette pièce au rythme répétitif, au langage ardu, est difficile à suivre. C'est qu'il s'agit là bien plus de réflexions théoriques que d'instants dramatiques, théâtraux. La première partie, cinglante d'ironie, est, de loin, la meilleure. Soldats déformés, paniqués, hésitants, les quatre solitaires de Brecht, dessinés à gros traits comme des caricatures d'époque, sont étonnants, saisissants. C'est là un moment de travail fort, cruel et drôle. Trop longue, la seconde partie gagnerait à être plus resserrée mais, dans l'ensemble, le pari osé par Sobel est gagné. Admirablement servie par Philippe Clevenot (Fatzer), Bertrand Bonvoisin (Büsching) — à propos, quand donnera-t-on à ce comédien fabuleux des rôles à la mesure de son talent ? — Didier Bezace (Koch) et Jean-Louis Benoît (Kaumann), l'expérience de Sobel se révèle audacieuse et importante. Audacieuse parce qu'elle traduit en signes théâtraux un long récit de pensées désorganisées, et importante parce qu'elle met à nu une face cachée de Brecht ; face qui n'a pas fini de nous interroger.

FABIAN GASTELLIER

** « La chute de l'égoïste John Fatzer » de Bertolt Brecht. Mise en scène de Bernard Sobel. Théâtre de Gennevilliers : 793.26.30, 20 h 30. Jusqu'au 17 janvier.*

Œil comblé, oreille et cœur frustrés... à Vincennes

Avouons-le tout de suite : le « Richard II » de Shakespeare revu et corrigé sur le mode Nô par le Théâtre du Soleil est un ravissement pour l'œil. Beauté du décor — large espace à la japonaise avec sol recouvert d'un tapis couleur paille bordé de bandes noires et murs habillés de tentures soyeuses peintes de filets d'or, de lunes d'argent, de taches pourpre — splendeur des costumes — vêtements luxueux de samouraïs, masques de vieux sages, envolées de jupons et de dentelles...

Dès les premières secondes, avec la cavalcade fulgurante des protagonistes envahissant la scène nue sur fond de musique orientale, la vue est comblée. Ce serait parfait s'il s'agissait simplement de mettre en scène le dernier défilé de mode d'Issé Miyaké ou de Kenzo. Malheureusement, il s'agit d'autre chose. Il s'agit de Shakespeare. De dire la tragédie, les « tristes histoires de la mort des rois ». Et là, force est de constater qu'Ariane Mnouchkine, dans son désir de dépaysement, d'éloignement culturel, s'est piégée elle-même.

Son idée, visiblement, est de rapprocher le bruit et la fureur shakespeariens des longs récits orientaux peuplés, eux aussi, de grands guerriers, de nobles, de princes et de rois. En cela, Ariane Mnouchkine n'a pas tort. Mais pareille tentative relève de l'anecdote ; de la découverte amusante : deux mentalités si différentes ont un point commun. C'est tout. Enfermer Shakespeare dans le système codé des théâtres japonais (Nô, Kabuki, Bunraku) oblige à la réduction. Le procédé se referme sur lui-même au bout d'une demi-heure, d'une heure de spectacle. Shakespeare ne passe plus, ne bouge plus, ne progresse plus. En une image, tout est dit d'un texte de cinq heures plein de tiroirs secrets et de sens cachés. Tout ce que Shakespeare déguisait sous ses vers enflammés ; tout son langage second, indirect est, ici, irrémédiablement condamné. Ne survit plus que l'écorce extérieure : la chronologie de « Richard II », que l'on suit sans peine, il est vrai. Mais la puissance de l'œuvre est amputée de moitié.

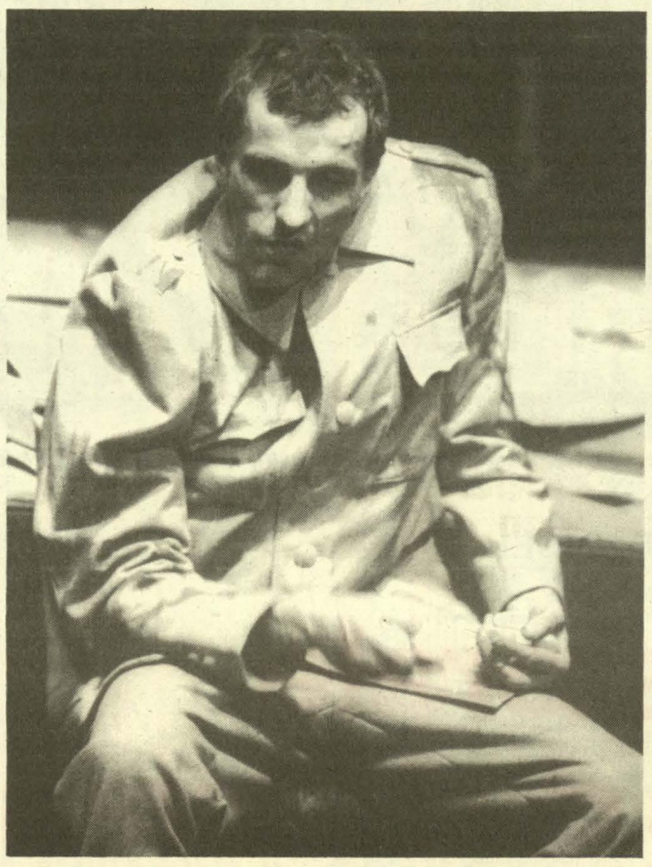
On pourrait, en plus, s'étonner de certaines coupures : alors qu'Ariane Mnouchkine maintient une foule de petites scènes que Jean Vilar, jadis, envoyait au panier parce qu'elles n'apportaient rien, certains passages capitaux — la scène de Richard emprisonné par exemple — sont mutilés, tranchés en plein milieu. Pourquoi ?

Mais le plus dur, le plus douloureux, c'est la diction hurlée des comédiens ; l'absence de modulation, le ton criard du début à la fin de l'œuvre. Là où la poésie se mêle à la subtilité d'un jeu de langage très complexe, Ariane Mnouchkine impose un style glacé qui ne laisse plus de place pour l'émotion. La traduction, pourtant, assurée par Mnouchkine elle-même, ne manque pas de grandeur. Elle est même peut-être l'une des plus belles que l'on ait jamais entendues. Mais elle se perd dans les froids murs de soie.

Le Théâtre du Soleil nous avait habitués à l'étonnement, à la nouveauté ; à une certaine révolution théâtrale. Cela passait par un traitement brutal des œuvres, par une richesse intérieure (née, entre autres, des improvisations) et non par une explosion de richesses extérieures. Avec un « Edouard II » dépouillé à l'extrême, Bernard Sobel en disait, l'an dernier, bien plus sur la violence de Marlowe qu'Ariane Mnouchkine, avec son déploiement de falbalas, sur la fureur de Shakespeare. A méditer.

F.G.

** « Richard II » de Shakespeare. Mise en scène d'Ariane Mnouchkine. Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil : 374.24.08 - 18 h 30.*



Bertrand Bonvoisin, dans « la Chute de l'égoïste Fatzer ».



« Richard II », à la Cartoucherie.

Magnum



Planchon, Chéreau et Vitez enregistrant « l'Histoire du soldat ».

Disques

**** STRAVINSKI : « L'Histoire du soldat » ; « Pulcinella » ; « Concertino pour douze instruments » ; « le Chant du rossignol » ; Ensemble intercontemporain/Orchestre national de France ; direction : Pierre Boulez ; Erato STU 71426 (1 disque) ; STU 71427 (1 disque) ; STU 71428 (1 disque). Les trois disques sont également réunis en coffret à prix réduit. Offre valable jusqu'en janvier 1982.***

La sûreté de Boulez face à Stravinski, qu'il dissèque et reconstruit avec une habileté déconcertante. On s'amusera du trio bien parisien (Roger Planchon, Patrice Chéreau, Antoine Vitez) nous contant «l'Histoire du soldat » mais, là comme dans le « Concertino », on s'émerveillera surtout du violon acrobatique de Sylvie Gazeau. En prime, un « Pulcinella » moelleux à souhaits, joliment chanté (Ann Murray, Antony Rolfe-Johnson, Simon Estes) et un royal « Chant du rossignol » qui permet à Boulez d'offrir à la fois une analyse structurale et une exécution particulièrement limpide de cette belle page de « l'époque russe » du compositeur.

**** SCHOENBERG : « Erwartung », A. Silja ; Orchestre philharmonique de Vienne ; direction : Christophe von Dohnanyi ; Decca SXDL 7509 (1 disque).***

De l'intelligence d'Anja Silja... A la fois poète, illuminée, dramatique, c'est elle qui magnifie cette nouvelle version d'« Erwartung », un Schoenberg aux terribles accents d'expressionnisme morbide. Sans atteindre la clarté quasi magique, initiatique, de la version de référence (Helga Pilarczyk/Herman Scherchen, plus tourmentée ; peut-être plus proche du compositeur), la direction de Dohnanyi a le mérite de sculpter la partition et d'en détailler chaque accord, chaque note avec précision.

**** MOZART : « Don Giovanni » ; J. Brownlee ; S. Baccaloni ; I. Souez ; L. Helletsgruber ; A. Mildmay ; orchestre et chœurs du festival de Glyndebourne ; direction : Fritz Busch. Emi-références 2 C 151 43057/9 (3 disques mono).***

Le miracle absolu, encore inégalé aujourd'hui malgré la trentaine d'enregistrements disponibles du chef-d'œuvre de Mozart, dont le superbe coffret dirigé par Giulini. Mais ici, en 1936, l'éclat, la tourmente de ce « dramma giocoso » saisi par Fritz Busch dans toute son ambiguïté explose comme un défi permanent. A la fois sombre et pétillant, terrien et métaphysique ; merveilleusement servi par l'Australien John Brownlee (Don Juan) et l'Italien Salvatore Baccaloni (le seul Leporello dont la bouffonnerie n'exclut pas la gravité), le « Don Giovanni » de Busch est un moment de pur bonheur musical.

**** CHARPENTIER Marc-Antoine : « David et Jonathas » ; C. Alliot - Lugaz ; P. Eswood ; P. Huttenlocher ; R. Soyer. English Bach Festival Baroque Orchestra ; direction : Michel Corboz. Erato STU 71435 (3 disques).***

Une œuvre inconnue et magnifique. Charpentier possédait un art peu commun de l'écriture musicale éclatée entre récitatif, arioso et air. Il savait, en outre, marier subtilement les tessitures (soprano — à l'origine voix d'enfant — contre-ténor, baryton...). Comme à l'accoutumée, la direction lumineuse de Michel Corboz donne à cet opéra chrétien toute sa flamme intérieure. Et puis, il y a Colette Alliot-Lugaz (David), si juste, si authentique... Bouleversant. F.G.

Chaillot : fosse commune pour Guyotat

« Tombeau pour 500 000 soldats » de Pierre Guyotat est avant tout un livre. Pas un roman, un récit. Une montagne (ou un fleuve, au choix) de paroles noires, dures, scatologiques, violentes jusqu'à l'insoutenable. Un témoignage-cauchemar sur la guerre d'Algérie, que l'auteur a déguisée en « guerre de nulle part ». Cette succession de viols, de meurtres, de mutilations, de barbaries en tout genre ressemble à ce que l'on veut sauf à un texte théâtral. Le transposer tel quel sur une scène, dans sa confusion première, ressemble à un suicide. Pourtant, c'est le parti qu'a pris Antoine Vitez.

Nous voilà donc confrontés à la face nocturne, diabolique, que chaque homme porte en lui : le boucher qui sommeille au fond du promeneur ; l'assassin qui se dévoile sous les traits du guerrier. Montrer les ignominies perpétrées par l'armée française en Algérie est plutôt une tentative courageuse. Ce n'est pas là-dessus que l'on reprochera à Vitez le choix de son spectacle. Le thème, très bien. Reste la forme, reste le texte.

Horreur pour horreur, honte nationale pour honte nationale, encore fallait-il que le message passe. Soit reçu. Encore fallait-il une écriture solide, puissante jusque dans la dénonciation. Pourquoi avoir exhumé Guyotat, dont le verbe pompier parle pour ne rien dire, alors qu'on avait un génie sous la main en la personne du Jean Genêt des « Paravents » ? Voilà une pièce ; voilà un langage accusateur et beau à la fois.

Mais là, à Chaillot, aucun souffle ne passe. Spectateurs perdus, n'accrochant à rien, ne saisissant rien, on passe deux heures et demie au milieu d'un amas de signes sanglants, de scènes répétitives, de plaintes orchestrées par Georges Aperghis sans point de repère. Une fois de plus, l'impasse. La salle qui se vide par rangées entières et ceux qui restent partagés entre le fou-rire et l'ennui.

Certains moralisateurs en veulent à Vitez d'avoir osé monter l'enfer sur terre ; d'avoir mis en scène la violence crue, « à la limite, dit le programme, de ce qu'on peut représenter au théâtre ». C'est faire à « Tombeau » un mauvais procès doublé d'une mauvaise publicité. Inutile de racoler les voyeurs avec de tels arguments. Tout peut être dit si le talent est là et personne ne s'étonnera de voir le sang gicler si l'on parle de guerre. On ne représente pas l'horreur sous un voile rose. On va jusqu'au bout. Vitez a été jusqu'au bout. La démarche est saine. Le drame, c'est qu'il est allé jusqu'au bout de rien.

F. G.

** « Tombeau pour 500 000 soldats » de Pierre Guyotat. Mise en scène d'Antoine Vitez. Théâtre national de Chaillot : 704.86.80 ou 727.81.15 en alternance jusqu'en mars 1982.*

Jazz : premiers de cordée

« Ô guitare, cœur malement blessé par cinq épées... » Depuis Lorca, la guitare ne cesse de pleurer, ou de rire, ou de raconter, et elle le fait volontiers en langue manouche. Il y a ainsi, dans un bourg d'Alsace, un prodige gitan de quinze ans qui a remporté un triomphe au récent festival de Paris : Bireli Lagrene. Dès qu'il aura davantage dégagé sa personnalité propre de l'influence de Django, il ira loin.

Comme un autre Tsigane de la guitare, Raphaël Faÿs. Lui aussi paie son tribut au grand frère : son premier disque, « Night in caravan » (Wea - Filipacchi), comporte plusieurs thèmes reinhardtiens. Mais il a trouvé sa voie propre, comme on peut l'entendre chaque soir (jusqu'au 27) au Trafalgar, rue Victor-Massé. Après quoi, Raphaël côtoiera plusieurs grands noms de l'instrument (Coryell, Albert, Collins, Nascimento, Escoudé, etc.) au festival Morning de Paris. On espère voir là un de nos hôtes préférés, le Brésilien Baden Powell, délectable auteur, chez M.p.s., de « Tristeza », d'« Estudos », de « Poema on guitar »... Mais on compte y entendre aussi deux musiciens originaux : l'Antillais André Condouant, l'auteur de « As you like it » (Debs), et Georges Locatelli, très apprécié grâce à son album de « guitare électrique » publié par Musica. Qu'il pleuve donc des cordes !

SERGE RICHARD

Erratum

Dans l'article consacré à Krzysztof Penderecki, il fallait lire : « L'un des plus grands compositeurs contemporains avec Karol Szymanowski » et non pas, bien évidemment, « l'un des plus grands compositeurs vivants avec Karol Szymanowski ».



Le Ravi (Pierre Perret), l'ange Boufaréou (Michel Galabru), la Vierge (Monique Thierry), l'Ane (Jean-Louis Barrault), le Bœuf (François Périer), Joseph (Roger Grouzet).

CONTE DE NOËL

La pastorale des santons de Provence

La naissance du "pitchoun" comme si vous y étiez...

PAR YVAN AUDOUARD

FIGUREZ-VOUS que Bethléem n'est pas du tout située en Palestine, comme on nous l'a si souvent raconté. Bethléem est un village de Provence. Yvan Audouard l'affirme et le démontre. Figurez-vous qu'à Bethléem-en-Provence, quand Jésus est né, bien avant les Rois Mages sont arrivés d'autres gens (prononcer « gence ») : le Ravi, le « demi-fada » du village, le gendarme, la poissonnière, le meunier, etc. Yvan Audouard le sait : il y était. Alors, la naissance du « pitchoun », il a voulu la rapporter telle qu'il l'avait vue, pour en faire profiter tout le monde. A sa manière à lui, qui est celle de son pays, celle de la Provence : en démystifiant, en désacralisant, en souriant, en riant. Sous sa plume, la Nativité est devenue une comédie populaire : « la Pastorale des santons de Provence ».

Cette pastorale, elle sent plus le romarin et le thym que la myrrhe et l'encens. Elle laisse comme un arrière-goût d'aïoli dans la bouche. Marcel Pagnol, en 1958, ne s'y est pas trompé : « La pastorale, ce n'est pas un texte vénérable et figé pour l'éternité. C'est un canevas qu'il est permis de remodeler chaque année selon l'humeur et la couleur du temps. La nouvelle version d'Yvan Audouard, enjolivée d'anachronismes et qui fait parfois allusion à des personnages encore vivants, n'est donc pas sacrilège. Il est resté au contraire dans la vraie tradition... » Dans la tradition de la Provence.

Cette « Pastorale des santons de Provence » est jouée chaque année un peu partout de Marseille en Avignon. Jean Prat, il y a longtemps, l'avait donnée à la télévision. Une version phonographique (Polydor) se vend tranquillement à la moyenne de 30 000 disques par an. Et France-Inter vient de l'enregistrer (1). Elle sera diffusée le soir de Noël, le 24 décembre à 23 heures. Dans une distribution éblouissante : l'âne est joué par Jean-Louis Barrault, le bœuf par François Périer, l'ange Boufaréou par Michel Galabru, le Ravi par Pierre Perret, le meunier par Henri Tisot, Roustido par Jacques Toja, le gendarme par Marco Perrin, etc. Et quarante choristes de la Sainte Chapelle interprètent les chants provençaux et les cantiques de Noël intégrés à l'œuvre. Un superbe moment de radio !

Yvan Audouard a bien voulu autoriser « l'Unité » à publier en avant-première un extrait de sa « Pastorale des santons de Provence ». En avant-goût.

J.-P. L.

(Donc le « pitchoun » est né).

— L'Ange Boufaréou (Michel Galabru) : Les gens tournaient en rond et se demandaient l'un à l'autre : « Mais où il est, ce petit ? » J'ai donné un tout petit coup de trompette. Ils ont fait le silence et je le leur ai dit : « Vous avez qu'à me suivre ». Alors ils se sont pris par la main et ils m'ont suivi en dansant la farandole (...) Si vous permettez, nous allons passer devant pour voir ce qui se passe dans la crèche, mais n'oubliez pas de prendre votre pardessus, parce qu'on y gèle dans cette étable. Saint Joseph se fait un mauvais sang terrible.

— Joseph (Roger Crouzet) : C'est pas un temps de chrétien. Il va s'enrhumer, le pauvre petit.

— L'Ane (Jean-Louis Barrault) : Et à son âge, un rhume, ça a vite fait de tomber sur la poitrine.

— Le Bœuf (François Périer) : Au lieu de dire des bêtises, tu ferais mieux d'avoir une idée.

— L'Ane (Jean-Louis Barrault) : Pour les idées, tu sais, les ânes, ils sont guère forts.

— La Vierge (Monique Thierry) : Ses petites mains sont toute froides. Il a le bout du nez gelé.

— Le Bœuf (François Périer) : Attendez, Bonne Mère, je vais vous le réchauffer. Ça vous ferait rien de le poser sur la paille ?

— Joseph (Roger Crouzet) : Fais bien attention. Il est petit, si petitounet...

— Le Bœuf (François Périer) : Ne craignez rien. Vous voyez, je m'allonge à côté de lui et mon collègue aussi. Allez, dépêche-toi. Comme ça, il est déjà un peu protégé contre les courants d'air.

— Joseph (Roger Crouzet) : Ça suffira pas pour le réchauffer.

— Le Bœuf (François Périer) : Va savoir ! Nous, les bêtes, pendant l'hiver, il nous pousse du poil et on conserve du chaud en-dedans de nous. Evidemment, il vaudrait mieux une bonne cheminée avec un grand feu de bois... Mais tout ce qu'on peut lui donner, c'est notre chaleur...

— La Vierge (Monique Thierry) : Vous êtes les plus braves. Mon fils ne vous oubliera pas.

— Le Bœuf (François Périer) : Si entre malheureux on s'aidait pas, ce serait pas la peine.

— L'Ane (Jean-Louis Barrault) : Allez, fais pas l'hypocrite. Dis-le à la Bonne Mère, qu'on y pense aussi, à la gloire. C'est vrai, jusqu'à présent, il y en avait que pour le cheval et le taureau, mais j'ai l'impression que le bœuf et l'âne, il s'en parlera un peu à partir de maintenant, et qu'on en dira du bien. Vous croyez pas ?

(Petit éternuement du Petit Jésus).

— Joseph (Roger Crouzet) : Catastrophe ! Il a éternué. Il va prendre le mal de la mort, ce petit.

— La Vierge (Monique Thierry): Rendez-le moi.

— Le Bœuf (François Périer) : Attendez. O collègue, quand je te souffle sur le museau, qu'est-ce que ça te fait ?

— L'Ane (Jean-Louis Barrault), riant : Ça me fait rire.

— Le Bœuf (François Périer) : Ça te fait rire, mais ça te réchauffe. Souffle-moi aussi dessus pour voir.

— Joseph (Roger Crouzet) : Vous croyez que c'est le moment de vous amuser comme des imbéciles ?

— Le Bœuf (François Périer) : Comprenez-moi. On va lui souffler dessus, mon copain et moi, tous les deux ensemble. Vous allez voir si on vous le réchauffe pas, votre petit. Allez, on y va...

(Le bœuf et l'âne soufflent jusqu'à l'essoufflement, jusqu'à l'asphyxie).

— Le Bœuf (François Périer), hors de souffle : Regardez, il a souri. Il est déjà presque tout rose.

(Musique légère et joyeuse qui passe en fond sonore).

— L'Ange Boufaréou (Michel Galabru) : Vous me direz que le Bon Dieu, il y avait rien de plus facile pour lui que d'envoyer le beau temps. Un 24 décembre, sous nos climats, ça n'aurait étonné personne. Mais il fallait d'abord accomplir les Ecritures. Dites-vous bien une fois pour toutes qu'il sait ce qu'il fait, le Bon Dieu. Son petit c'était pas un fils de famille, il fallait qu'il soit élevé à la dure, qu'il apprenne les difficultés de la vie.

(La farandole se rapproche).

Mais voilà nos gens qui arrivent en farandolé-jant, et le Ravi marchait le premier en tenant l'Aveugle par la main.

— Le Ravi (Pierre Perret) : J'en ai vu des petits jolis nistons, mais des jolis petits nistons comme ce joli petit niston-là, je croyais pas que ça pouvait exister.

— L'Ange Boufaréou (Michel Galabru) : Et il avait raison, ce demi-fada, parce que moi non plus je l'avais pas encore bien vu le Petit Jésus, et ça m'en a coupé les ailes. J'avais plus rien à faire sur la terre. J'avais fait ce que le Bon Dieu m'avait dit de faire, j'avais joué de la trompette aux quatre points cardinaux, mais j'avais plus envie de remonter au ciel. Et tous les gens qui étaient là, ils étaient comme moi, paralysés par la surprise et par la joie. Alors, ils sont tombés tous ensemble sur leurs genoux et ils se sont mis à chanter à pleine voix.

Après, il y a eu un silence embarrassé. Tout le monde voulait parler, mais personne savait plus que dire. Et le plus embarrassé de tous, c'était le gendarme. Tous les habitants de Bethléem avaient apporté des cadeaux, excepté lui. Alors il est devenu tout rouge, et il a dit...

— Le Gendarme (Marco Perrin) : Sainte Vierge, et vous, Saint Joseph, excusez-moi. J'ai pas eu le temps de passer à la maison. J'étais de service. Autrement, je vous aurais apporté des figatelli, de la farine de châtaignes et du fromage corse, mais je n'ai rien sur moi que mon revolver. Alors, je vous le donne, pour amuser le petit.

— Joseph (Roger Crouzet) : Tu es bien brave, mais...

— Le Gendarme (Marco Perrin) : N'ayez pas peur. C'est un revolver d'honnête homme, il n'a jamais servi.

— Joseph (Roger Crouzet) : Mais il risque de se blesser !

— Le Gendarme (Marco Perrin) : Pensez-vous ! Il n'y a pas de cartouches. Juste, je le portais à la ceinture pour rassurer le monde, mais vous pensez tout de même pas que je m'en serais servi contre mon prochain !

— La Vierge (Monique Thierry) : Merci, Colombani.

— Le Gendarme (Marco Perrin) : Vous savez mon nom ?

— La Vierge (Monique Thierry) : Je sais beaucoup de choses sur toi, Colombani. Je sais par exemple que tu attends une lettre depuis longtemps. Eh bien, tu la recevras demain au courrier, cette lettre.

— Le Gendarme (Marco Perrin) : Une lettre ?

— La Vierge (Monique Thierry) : Ta nomination de brigadier. Le ministre est en train de la signer en ce moment. Alors ce revolver, garde-le... Parce qu'un brigadier sans revolver, ça ferait mauvais effet...

— Le Gendarme (Marco Perrin) : C'est vrai ce que vous dites ?

— Joseph (Roger Crouzet) : Eh, mais dis donc, tu vas pas traiter ma femme de menteuse ?

— La Vierge (Monique Thierry) : Mais promets-moi de continuer à ne pas t'en servir.

— Le Gendarme (Marco Perrin) : Ne vous faites pas de souci. Non seulement j'y mets pas de cartouches, mais je laisse toujours le cran d'arrêt...

(Rires, brouhaha...)

— L'Ange Boufaréou (Michel Galabru) : Après, tout le monde voulait parler en même temps. Mais naturellement, c'est Honorine, la poissonnière, qui a eu le dessus.

— La Poissonnière (Marcelle Ranson) : Bonne Mère, je vous ai apporté des rascasses pour le petit, des rascasses presque vivantes.

— Joseph (Michel Crouzet) : De la rascasse pour un petit qui vient de naître, mais tu n'y penses pas !

— La Poissonnière (Marcelle Ranson) : Oh ! mais dites, mes rascasses elles ont jamais fait de mal à personne, qu'est-ce que vous insinuez ?

— Joseph (Michel Crouzet) : J'insinue rien. Je dis que le petit il est trop jeune pour manger de la rascasse et qu'au bas mot ça risque de lui donner de l'urticaire...

(Suite le soir de Noël sur France-Inter). ●

(1) La cassette de l'émission est d'ores et déjà disponible. S'adresser à : Radio-France, 116, avenue du Président Kennedy, 75016 PARIS.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325